

Les faits en question, les idées en réponse !

## La chute du Rafale dans le ciel indien : une leçon pour Rabat !



Deux approches stratégiques différentes  
Une diplomatie équilibrée face aux tensions

### # ROOM

L'ambassade  
d'Ukraine écrit à  
L'ODJ Média

“

Il convient de noter que le Maroc aborde ce scénario avec une diplomatie équilibrée, privilégiant le dialogue face à ce qu'il considère comme des provocations algériennes, tout en maintenant un haut niveau de préparation militaire. ”

### EXPERTS INVITÉS # CHRONIQUEURS # QUARTIER LIBRE

Les dépenses militaires mondiales :  
moins de beurre et plus de canons.

Le gouvernement chante ses  
prouesses, mais la société  
déchante et stresse

La pédagogie du bon  
sens : finies les excuses,  
place à l'action





# INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES EN CONTINU 24H/7J

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

**LIVE STREAMING**

## REGARDEZ NOTRE CHAÎNE LIVE ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTE INFOS



SCAN ME!



# SOMMAIRE

**04** EDITO

**06** RÉGIONAL

**18** NATIONAL

**23** INTERNATIONAL

 **DÉBATS**

 **L'OPINION DES JEUNES**

 **الرسالة**  
ARRISSALA, SA

Imprimerie Arrissala

**I-DÉBATS NUMÉRO 06 - MAI 2025**

DIRECTEUR DE PUBLICATION : ADNANE BENCHAKROUN

ALIMENTATION & MISE EN PAGE : MAMOUNE ACHARKI

MAQUETTES WEB : NADA DAHANE

DIRECTION DIGITALE & MÉDIA : MOHAMED AIT BELLACEN

**L'ODJ Média - Groupe de presse Arrissala SA**

Retrouver tous nos anciens numéros sur :

[www.pressplus.ma](http://www.pressplus.ma) 



## UN REGARD AIGUISÉ SUR L'ACTUALITÉ

---

*Chers lecteurs,*

*Bienvenue dans ce nouveau numéro de notre bimensuel I-Débat, où nous vous proposons une plongée au cœur des débats qui animent notre société. Ce mois-ci, nous mettons en lumière des enjeux cruciaux, tant au niveau national qu'international, avec un regard analytique et sans concession.*

*Les relations diplomatiques sont plus que jamais au centre des préoccupations mondiales. L'absence remarquée du président algérien Abdelmadjid Tebboune lors des célébrations de la victoire en Russie soulève de nombreuses questions. Cet épisode met en lumière les tensions et les alliances fluctuantes qui caractérisent la scène géopolitique actuelle. Nous analysons les implications de cet événement et ce qu'il révèle sur les stratégies diplomatiques des nations impliquées.*

*Le développement durable est un enjeu incontournable pour l'avenir de notre planète. Dans ce numéro, nous explorons les initiatives marocaines en matière de transition énergétique et d'innovation écologique. Le Maroc se positionne comme un pionnier grâce à des projets ambitieux visant à réduire l'empreinte carbone et à promouvoir les énergies renouvelables. Nous discutons des défis et des opportunités liés à ces efforts, ainsi que de leur impact potentiel sur l'économie nationale.*

*Les débats sociétaux continuent de façonner notre quotidien. Nous abordons des questions essentielles telles que la place de la religion dans l'espace public et la protection des libertés individuelles. Ces sujets, au cœur des préoccupations citoyennes, nécessitent une réflexion approfondie pour construire une société plus équitable et inclusive. Nos chroniqueurs proposent des analyses et des perspectives variées pour enrichir le dialogue autour de ces thèmes cruciaux.*

*Enfin, nous examinons les perspectives économiques du pays dans un contexte mondial incertain. Les fluctuations des marchés internationaux et les défis internes posent des questions sur la résilience et l'adaptabilité de notre économie. Nous analysons les stratégies mises en place pour stimuler la croissance et l'emploi, tout en assurant une répartition équitable des ressources.*

*Nous espérons que ce numéro vous apportera des éclairages pertinents et stimulera votre réflexion. Plus que jamais, l'information est un outil de compréhension et de dialogue, essentiel pour construire ensemble un avenir meilleur.*

*Bonne lecture !*

**La rédaction de l'ODJ Média**





SCAN ME!

ويب راديو مغاربة العالم  
**WEB RADIO  
DES MAROCAINS  
DU MONDE**

+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC



# TEBBOUNE ET L'AMOUR PERDU... NI MACRON, NI POUTINE !

Poutine a invité le monde aux célébrations de la victoire... et Tebboune était occupé à vérifier son téléphone, espérant trouver une invitation perdue sur WhatsApp ! Mais rien... même pas une notification du ministère russe des Situations d'urgence ne lui est parvenue ! Il est resté assis dans son palais, l'air sombre, comme s'il attendait des condoléances plutôt que des célébrations, tandis que les robots électroniques autour de lui chuchotaient : "Poutine t'a oublié tant il t'aime... C'est ainsi que Tebboune devient un simple spectateur du streaming en direct... Poutine a célébré la victoire... et Tebboune a célébré la déception ! Ni Macron, ni Poutine... l'amour perdu...

Lors d'une journée ensoleillée à Moscou, au cœur des célébrations de la "Fête de la Victoire" que la Russie tient à transformer en un spectacle de force et d'alliances, des dirigeants d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine échangeaient des sourires au premier rang. Les caméras du monde entier étaient là. Poutine était là. Les alliés – les vrais – étaient là. Mais Abdelmadjid Tebboune ? Il n'était même pas au second rang. Il était là, à sa place habituelle : derrière l'écran...

Le président algérien a suivi l'événement depuis le palais d'El Mouradia, comme s'il regardait un mariage auquel il n'avait pas été invité, bien qu'il ait envoyé des cadeaux et des félicitations pendant des années et qu'il ait chanté l'hymne à "la Russie, mère nourricière" à qui voulait l'entendre...

Mais, comme dans la vie, il en est de même en géopolitique : personne n'aime la personne qui exagère son admiration sans être utile concrètement. Moscou n'a pas prêté attention à Tebboune, ni pour sa loyauté télévisée, ni pour les poèmes d'amour qu'il déclame dans les médias officiels, ni même pour les contrats d'armement qui n'ont pas dépassé le niveau des photos commémoratives.

Le message était clair dans son silence : nous ne récompensons pas ceux qui applaudissent de loin, mais ceux qui participent concrètement au jeu. Les mercenaires ne récoltent pas le respect... juste le salaire, s'il existe...

Et ici se pose le grand paradoxe. L'Algérie – sous la direction de Tebboune – essaie de se positionner comme un allié de la Russie, comme une voix "alternative" à l'Occident, comme une tribune de résistance. Mais elle échoue à jouer un rôle effectif ou concret sur les terrains d'influence. Elle n'est ni un allié militaire fiable, ni un partenaire économique de poids, ni même un acteur diplomatique capable d'influencer les dossiers africains ou moyen-orientaux...

Le monde d'aujourd'hui n'est pas régi par les discours, mais par les cartes de gaz, les voies maritimes et les drones... Et Tebboune, immergé dans les slogans des années 60, croit encore que les positions se mesurent aux déclarations officielles et au nombre d'applaudissements dans le journal télévisé de 20 heures...

La présence symbolique... où les États sont mesurés à leur vraie taille



Exclue des commémorations à Moscou pour le 80ème anniversaire de la conclusion de la guerre contre les nazis par son prétendu partenaire historique, l'Algérie subit une humiliation diplomatique considérable... Écartée du très symbolique «Jour de la Victoire» à Moscou, elle réalise que la Russie ne la perçoit plus comme une amie ou une alliée. Cela constitue une nouvelle humiliation géopolitique pour un régime isolé, méfiant, impulsif, qui a perdu sa direction et toute crédibilité sur la scène internationale...

En accueillant avec solennité le maréchal libyen Khalifa Haftar, adversaire acharné de Tebboune qui a multiplié les déclarations virulentes à son encontre, ainsi que le burkinabé Ibrahim Traoré, membre essentiel du trio sahélien (aux côtés du Mali et du Niger) en conflit diplomatique manifeste avec Alger – avec rappel d'ambassadeurs –, Vladimir Poutine affiche sans ambiguïté son soutien au camp adverse...

L'absence de Tebboune du premier rang à Moscou n'était pas juste une erreur protocolaire, mais une projection politique. Un message codé qui dit : "Nous connaissons votre taille, ne vous gonflez pas trop". Le monde voit l'Algérie aujourd'hui comme un État en attente : en attente d'une invitation, en attente d'une reconnaissance, en attente d'un moment de gloire qui ne vient pas. Et pendant ce temps, elle distribue du lait subventionné dans des sachets plastiques portant un prix officiel, comme si elle rassurait le peuple que l'État est toujours "debout". Mais la vérité ? La diplomatie algérienne n'a jamais été plus courbée qu'aujourd'hui...

Rédigé par Par Mohammed Yassir Mouline

## LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



**PRESSPLUS EST LE KIOSQUE 100% DIGITAL & AUGMENTÉ  
DE L'ODJ MÉDIA GROUPE DE PRESSE ARRISSALA SA  
MAGAZINES, HEBDOMADAIRES & QUOTIDIENS..**

www.pressplus.ma



**SCAN ME!**

**QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC,  
PRESSPLUS VOUS APPORTE LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS**



# MOBILISATION GÉNÉRALE EN ALGÉRIE !

## *L'anatomie d'une posture défensive aux frontières troubles de la sécurité nationale et des libertés civiles*

Au cœur d'un contexte régional et international marqué par une "multiplication des crises" et des "risques accrus de guerres", l'Algérie a récemment adopté un projet de loi d'une portée considérable : celui relatif à la mobilisation générale.

Ce texte législatif, qui s'ancre dans l'article 99 de la Constitution algérienne, vise officiellement à structurer l'organisation, la préparation et la mise en œuvre d'une mobilisation nationale face à des défis majeurs. Présentée par les autorités comme une impérative mesure de "préparation institutionnelle" face aux "risques éventuels" dans un environnement géostratégique instable, cette loi soulève néanmoins de profondes interrogations, tant en Algérie qu'au-delà de ses frontières, notamment quant à ses implications pour les libertés publiques et la vie politique intérieure.

Est-elle une simple actualisation juridique rendue nécessaire par les mutations du monde, ou un signal politique adressé aux acteurs régionaux et internationaux ? L'analyse de ses dispositions, de son contexte d'adoption et des réactions qu'elle suscite permet d'éclairer la complexité de cette initiative.

### **Un cadre légal forgé dans un environnement géopolitique sous tension**

L'adoption de cette loi intervient à un moment où le paysage sécuritaire du Maghreb et du Sahel est particulièrement volatile. L'instabilité chronique dans la région du Sahel, devenue le théâtre de l'activité de "groupes terroristes lourdement armés" et un "terrain de jeu des puissances étrangères", préoccupe Alger au plus haut point. Cependant, l'analyse de la situation régionale par différents acteurs et observateurs met en lumière des dynamiques complexes et des perceptions divergentes quant au rôle de l'Algérie.

Si Alger met en avant la lutte contre le terrorisme comme source principale de sa préoccupation, des critiques et des accusations émanant de certains pays de la région, comme le Mali l'a fait publiquement, y compris à la tribune de l'ONU, évoquent un soutien présumé d'Alger à certains groupes, notamment séparatistes. Par ailleurs, des analyses basées sur des sources de renseignement mentionnent l'origine algérienne de plusieurs chefs de groupes jihadistes opérant au Maghreb et au Sahel et soulèvent des questions sur une possible manipulation de ces groupes à des fins d'influence régionale.

Les tensions spécifiques avec certains pays voisins sont fréquemment citées comme des éléments ayant précipité l'adoption de cette loi. Le différend persistant autour du Sahara marocain demeure une source de friction constante. De même, un "incident frontalier impliquant la destruction d'un drone malien" par l'armée algérienne a "exacerbé les relations avec Bamako", soulignant la fragilité des équilibres régionaux. Les relations très complexes avec l'ancienne puissance coloniale, la France, marquent également ce tableau géopolitique tendu.



La rhétorique officielle algérienne ne manque pas de souligner un sentiment d'"encerclement". Le président Abdelmadjid Tebboune a lui-même évoqué un "complot hostile visant à encercler l'Algérie par l'est et le sud. Cette perception de menaces multidirectionnelles est utilisée pour justifier la nécessité pour le pays de se doter des moyens de se défendre et de se préparer à toute éventualité.

Selon ce discours, cela légitime le besoin de disposer d'un "arsenal juridique clair en matière de sécurité nationale" et de "permettre la prise de toutes les mesures nécessaires pour faire face à tous les risques éventuels", s'adaptant aux "mutations accélérées" du contexte international. L'objectif est de renforcer la capacité de l'État à faire face à un éventail de défis sécuritaires et de défense, qu'il s'agisse de menaces militaires classiques ou de crises non conventionnelles comme les urgences sanitaires.

### **Les dispositions clés de la loi : une mobilisation nationale étendue**

La loi sur la mobilisation générale établit un cadre précis pour le déclenchement et la mise en œuvre d'une mobilisation nationale. Le déclenchement de la mobilisation générale est une prérogative du Président de la République, mais cette décision ne peut être prise qu'après consultation du Haut Conseil de Sécurité, du Président du Conseil de la Nation et du Président de l'Assemblée Populaire Nationale, et doit être formalisée lors d'une réunion du Conseil des ministres.

Les circonstances pouvant mener à une telle mesure sont définies de manière large, incluant les guerres, les menaces sécuritaires à grande échelle, les conflits armés, les agressions étrangères, les menaces à la souveraineté nationale, les crises internes ou les catastrophes naturelles. Il est important de noter que le champ d'application va au-delà des seules menaces militaires, englobant également les urgences de santé publique et autres défis majeurs pour la nation. Une "mobilisation partielle" est également prévue pour des menaces moindres.

La loi repose sur un "système global et intégré" qui implique "l'État, les secteurs public et privé, la société civile, et les citoyens". En cas de mobilisation, tous les secteurs sont tenus de poursuivre leur activité en donnant la priorité aux "besoins des forces armées". Les citoyens algériens sont soumis à un certain nombre d'obligations, dont la conformité aux ordres de mobilisation émis par les autorités et l'accomplissement des devoirs de défense nationale. La loi prévoit également la "réquisition des personnes, des biens et des services" nécessaires à l'effort de guerre, avec une obligation de s'y soumettre en échange d'une "indemnisation juste et équitable". La conscription militaire est également envisagée, avec la mobilisation des réservistes, dont le statut a été redéfini en différentes catégories.

L'impact sur l'économie nationale est également significatif. L'armée prendrait en charge la production économique et industrielle en coopération avec le ministère de l'Intérieur, avec la possibilité de réquisitionner des biens et de contrôler des secteurs clés comme l'énergie et les transports. Des restrictions économiques, telles que l'interdiction d'exporter "certaines marchandises" et la "rationalisation de la consommation de certains produits", sont prévues pour soutenir l'effort de guerre.

La loi aborde également le sort des ressortissants étrangers, prévoyant la "possibilité d'expulsion des ressortissants de pays considérés comme ennemis". Concernant le contrôle de l'information, la loi impose aux citoyens de s'interdire de "publier ou de partager" des informations "susceptibles de porter atteinte à l'opération" et de "signaler aux services de l'État la présence d'étrangers ou de personnes de pays ennemis".

Des sanctions pénales strictes sont prévues pour les contrevenants, allant de peines d'emprisonnement à des amendes importantes. La diffusion d'informations jugées nuisibles ou de "fausses nouvelles" susceptibles de provoquer des troubles est sévèrement punie, soulevant des préoccupations quant à la liberté d'expression.

### **Réactions et débats internes : entre patriotisme et inquiétudes**

L'annonce de cette loi a suscité un large éventail de réactions en Algérie. La position officielle présente la loi comme une "mesure de bon sens, tardive mais nécessaire" face aux dangers qui menacent le pays, inscrivant cette démarche dans un cadre constitutionnel et responsable.

Cependant, au sein de la population, l'annonce a engendré une "bulle spéculative" et un "flot de commentaires" sur les réseaux sociaux. Certains citoyens expriment leur "anxiété face à ce qu'ils perçoivent comme un signe avant-coureur d'un conflit", partageant un sentiment d'"incompréhension et de crainte".

Des observateurs et des figures critiques craignent que cette loi ne soit utilisée à des "fins de contrôle interne plutôt que de défense contre des menaces extérieures". Ils estiment qu'il pourrait s'agir d'une tentative d'utiliser les citoyens comme "bouclier pour défendre le régime, plutôt que pour protéger la nation", notamment pour anticiper ou réprimer d'éventuels mouvements de protestation similaires au Hirak de 2019.

La définition large de ce qui constitue une "crise majeure" et les sanctions prévues pour la diffusion d'informations renforcent ces craintes. Le bilan de l'Algérie en matière de droits de l'homme alimente également les inquiétudes quant à une utilisation potentielle de la loi pour "faciliter la répression des libertés civiles" et restreindre les libertés fondamentales. L'absence de législation claire sur l'accès à l'information et la "relative faiblesse de l'état de droit" en Algérie sont également source de préoccupation.

Certaines régions, comme la Kabylie, ont exprimé un "refus catégorique" de cette loi, estimant qu'il s'agit d'une tentative d'impliquer les jeunes dans des conflits qui ne les concernent pas forcément.

### **Implications stratégiques et doctrine algérienne : signal de fermeté ou simple mise à jour ?**

Au-delà des aspects juridiques et des réactions internes, la loi de mobilisation générale interroge sur la doctrine stratégique de l'Algérie et les messages qu'elle souhaite envoyer. La notion de sécurité nationale en Algérie est intrinsèquement liée à l'histoire de la lutte pour l'indépendance et à la sécurisation des frontières. La doctrine historique algérienne est marquée par les principes de "non-intervention au-delà des frontières" et de "respect de la souveraineté légitime et de la liberté des autres peuples". Cependant, face aux réalités régionales, un "équilibre subtil entre l'analyse de la menace et les moyens dont dispose l'État pour la contrer" est recherché.

Cette loi est perçue comme un signal adressé aux puissances régionales ; certains y voient une intention visant notamment le Maroc. Ce signal intervient dans un contexte de redéfinition des équilibres régionaux, où le récent rapprochement entre les États du Sahel (regroupés au sein de l'AES) et le Maroc, illustré par la réception de leurs ministres des Affaires étrangères par le Roi à Rabat et la proposition marocaine d'accès à l'Atlantique pour ces pays enclavés, est perçu comme un défi à l'influence traditionnelle d'Alger dans son voisinage sud.

La loi de mobilisation pourrait ainsi être interprétée comme une réaffirmation de la détermination algérienne face à ces évolutions géopolitiques, au-delà de la seule menace sécuritaire liée au terrorisme. C'est un message clair indiquant que l'Algérie est prête à "mobiliser toutes ses forces en cas de crise majeure".



### Comparaison et analyse comparative

Les lois de mobilisation générale existent dans de nombreux pays, mais varient considérablement en fonction des contextes nationaux. Certains pays maintiennent une conscription active en temps de paix, d'autres n'y recourent qu'en cas de crise. La portée de la mobilisation peut également différer, allant d'une mobilisation militaire partielle à une mobilisation totale impliquant tous les aspects de la société.

Historiquement, la mobilisation a évolué, notamment avec l'introduction de la conscription au XIXe siècle. De nombreux États ont aboli la conscription en temps de paix mais conservent la possibilité de la rétablir. La décision de l'Algérie s'inscrit dans un contexte de tensions régionales et de perception accrue des menaces.

L'Algérie a elle-même connu des épisodes de mobilisation par le passé. Il y a eu des mobilisations "spéciales ou partielles" lors de la Guerre des Sables en 1963 contre le Maroc et pendant la "Décennie Noire" (1992-2002). Ces précédents historiques, ainsi que l'expérience de la guerre d'indépendance, offrent des leçons sur les défis de la mobilisation, notamment la nécessité d'unifier la population et de gérer efficacement les ressources, tout en veillant au respect des droits fondamentaux.

La nouvelle loi s'articule avec le cadre juridique algérien existant en matière de défense et de sécurité, s'appuyant explicitement sur l'article 99 de la Constitution. Elle vise à moderniser les lois existantes pour permettre une mobilisation plus efficace des ressources. Elle s'inscrit dans la hiérarchie des mesures exceptionnelles prévues par la Constitution, potentiellement après l'état d'urgence et avant la déclaration de guerre. La loi devrait compléter et renforcer le système existant sur les obligations militaires et la réserve. Cependant, des préoccupations subsistent quant à sa compatibilité avec les lois protégeant les droits et libertés fondamentaux.

#### Mise en œuvre : Le spectre du contrôle interne renforcé

Au-delà des justifications officielles axées sur la modernisation du cadre légal face aux menaces externes, une hypothèse majeure domine les débats et analyses : celle d'une loi principalement orientée vers un renforcement drastique du contrôle interne. Cette lecture s'inscrit dans le contexte post-Hirak, marqué par la crainte persistante d'un retour des mouvements de contestation populaire similaires à ceux de 2019. La loi de mobilisation générale est alors perçue par de nombreux observateurs comme un instrument potentiel de préservation du régime, utilisant la notion de sécurité nationale pour légitimer des mesures de contrôle social accru.

Les larges pouvoirs conférés par cette loi, censés organiser la nation face à une "crise majeure" (terme défini de manière très vaste et potentiellement interprétable), peuvent aisément être mobilisés pour faire face à des troubles d'ordre interne. La réquisition de personnes, de biens ou de services, le contrôle étendu sur l'économie et les transports, ou encore l'implication accrue de l'armée dans divers secteurs sont autant de leviers potentiels pour paralyser une société civile ou entraver l'organisation de toute forme de contestation spontanée.

L'obligation faite aux citoyens de signaler la présence d'"étrangers ou de personnes de pays ennemis" pourrait, dans un contexte de tension interne, dériver vers une incitation à la délation.



Le contrôle strict de l'information constitue l'un des piliers de cette potentielle stratégie de contrôle interne. L'obligation pour les citoyens de "s'interdire de publier ou de partager" des informations jugées nuisibles et les sanctions pénales lourdes pour la diffusion de "fausses nouvelles" ou d'informations "susceptibles de provoquer des troubles" créent un cadre juridique propice à la censure et à la répression de toute voix critique, bien au-delà du seul contexte d'un conflit armé externe avéré. Cette dimension répressive est perçue comme une réponse directe à l'expérience du Hirak de 2019, où les réseaux sociaux et la libre circulation de l'information ont joué un rôle clé dans la mobilisation et l'organisation des manifestations.

La mise en œuvre de ces dispositions suscite d'autant plus d'inquiétudes que le système juridique algérien est souvent critiqué pour la "relative faiblesse de l'état de droit" et l'absence de garanties solides en matière de libertés fondamentales. Sans mécanismes de contrôle indépendants robustes (par exemple, un accès transparent à l'information sur l'application de la loi) et une réelle séparation des pouvoirs, la loi de mobilisation est vue par ses détracteurs comme un "chèque en blanc" donné au pouvoir exécutif. Elle ouvrirait ainsi la porte à des abus de pouvoir massifs au nom de la sécurité nationale, mais en réalité dirigés contre la dissidence politique et sociale.

Dans cette perspective, l'efficacité de la loi serait moins mesurée par sa capacité à défendre le pays contre des menaces externes classiques, que par sa robustesse en tant qu'outil de maintien de l'ordre et de préservation du régime face à d'éventuelles crises internes. L'objectif implicite, selon cette analyse, serait de transformer les citoyens en "boucliers" non pas tant contre un ennemi extérieur, mais contre les tensions sociales et politiques internes.

L'adoption par l'Algérie de la loi sur la mobilisation générale est une décision d'une portée considérable, qui s'inscrit dans une histoire nationale marquée par la lutte et dans un environnement régional notoirement instable.

Au-delà des impératifs de défense nationale, cette loi est largement perçue, en Algérie et par certains observateurs, comme un puissant outil potentiel de contrôle interne renforcé. Les définitions excessivement larges des circonstances déclenchant la mobilisation, les pouvoirs étendus de réquisition et de contrôle économique, mais surtout les dispositions drastiques limitant la liberté d'expression et la circulation de l'information, dans un pays où les garanties en matière d'état de droit sont jugées faibles, alimentent la crainte d'une utilisation de la loi pour museler toute contestation. Dans un contexte encore marqué par le souvenir du Hirak de 2019, cette loi pourrait ainsi être interprétée comme une mesure préventive visant à sécuriser le régime face à d'éventuels troubles intérieurs, en utilisant le prétexte de la menace extérieure.

Certes, dans le jeu complexe des rivalités au Maghreb et dans le Sahel, cette loi agit également comme un signal politique adressé aux acteurs régionaux : celui d'une Algérie déterminée à affirmer sa souveraineté et sa capacité à réagir. Cependant, l'analyse de la loi et des réactions qu'elle suscite suggère que ce signal de fermeté vise autant, sinon davantage, la population algérienne elle-même, en rappelant l'autorité de l'État et en préparant un cadre légal potentiellement répressif.

En définitive, la loi de mobilisation générale dote l'Algérie d'un arsenal juridique puissant. Sa véritable nature – est-elle avant tout un outil de préparation sincère et justifiée par les risques réels, ou un instrument politique visant prioritairement le contrôle de la société – dépendra de la manière dont elle sera appliquée. Le respect ou le contournement des libertés fondamentales, la transparence de sa mise en œuvre et la justification objective de son déclenchement futur seront les critères déterminants pour évaluer si cette loi renforce la sécurité de la nation ou simplement celle du régime, au détriment des libertés civiles.

**Rédigé par Par Hicham EL AADNANI**





## LE "POLISARIO" : GROUPE TERRORISTE C'EST TOUT !

**Les liens du Polisario avec des groupes terroristes du Sahel tels Al-Qaida au Maghreb islamique ou l'État islamique au Grand Sahara (EIGS) sans oublier qu'un ancien responsable du "Polisario", Adnane Abou Walid al-Sahraoui a été responsable de ce mouvement, classé comme organisation terroriste pas les Nations-unies. La connexion entre l'Iran, le Hezbollah libanais et le "Polisario" est elle aussi, établie.**

Le parlementaire républicain Joe Wilson a déposé une proposition de loi à la Chambre des représentants pour qualifier le mouvement séparatiste d'organisation terroriste. Une maturation de la communauté internationale. Mustapha Sehim revient sur un processus qui ne peut que conduire à terme à la relance et à la finalisation du processus de règlement de la question nationale désormais entre les mains de l'administration Trump.

Qu'est-ce qui bloque depuis des années des avancées dans le règlement de ce dossier dont les Nations Unies et plus précisément le Conseil de sécurité ont la charge ? Évidemment l'Algérie qui abrite, finance, arme et encadre le mouvement séparatiste. La nouvelle approche qui se dessine aujourd'hui à Washington retient l'intérêt. Après l'échec consommé de l'envoyé personnel du Secrétaire général de l'ONU, Staffan de Mistura, trois ans et demi après sa nomination, le président Trump a réitéré son soutien au plan marocain d'autonomie des provinces méridionales du Royaume dans le cadre de la souveraineté du Royaume consacré par les résolutions du Conseil de sécurité la dernière en date du Conseil 31 octobre 2024 (2756).

Plus encore : l'initiative d'une prochaine tournée du Secrétaire d'État américain adjoint Massad Boulos, conseiller principal du président Donald Trump pour les affaires arabes africaines. Dans une interview donnée à la chaîne Medi 1 TV et à une radio arabe, ce diplomate a annoncé qu'il allait se rendre au Maroc et en Algérie pour trouver une solution définitive. Rabat et Alger donc, pas la direction séparatiste à Tindouf ! La formule des tables rondes réunissant quatre parties à deux reprises, en Suisse, en décembre 2018 et 2019, est ainsi abandonnée. Va lui succéder le bilatéral Rabat-Alger sous l'empire de la médiation américaine.

### Évacuer le "statut" du mouvement séparatiste

Dans le périmètre de ces nouveaux termes négociatoires, il importe d'évacuer pratiquement le "statut" du mouvement séparatiste qui n'a pas voix au chapitre du fait de son éligibilité à la catégorie des organisations terroristes. Qu'en est-il au regard du droit international ? Une organisation terroriste est un groupe structuré qui utilise la violence pour atteindre des objectifs politiques, religieux ou idéologiques. Quant au droit international, il n'est pas encore arrivé à une définition unique et universelle du terrorisme. Le texte de référence est cependant la résolution 1373 du Conseil de sécurité en date du 28 septembre 2001, après le 2 septembre de cette même année.

Elle décide que les États doivent respecter les principes suivants: prévention et répression du financement des actes de terrorisme, geler les fonds et avoirs, s'abstenir d'apporter



quelque appui refuser de donner asile, instituer des contrôles efficaces aux frontières, veiller à ce que les auteurs ou organisateurs d'actes terroristes ne détournent à leur profit le statut de réfugié, etc.

Comment ne pas le relever ? Il y a là de quoi mettre en cause l'Algérie qui aide, encadre et finance le mouvement séparatiste. Il faut également mentionner des instruments internationaux. Les uns regardent des conventions sectorielles qui criminalisent certains actes liés au terrorisme: prise d'otages de 1979, suppression des attentats terroristes à l'explosif de 1997, la répression du financement du terrorisme de 1999. L'on doit encore ajouter la Charte des Nations unies (art. 51) qui légitime pratiquement la lutte armée contre certaines organisations terroristes par l'invocation du droit à la légitime défense.

S'agissant du "Polisario", le moment n'est-il pas venu pour que la communauté internationale qualifie ce mouvement d'organisation terroriste? Les éléments à charge sont les suivants. Le premier d'entre eux a trait à l'usage de la violence contre les civils et des militaires. Depuis le 20 novembre 2020, il a reconnu avoir mené des attaques armées contre des positions militaires marocaines. Il a ainsi depuis plus de quatre ans et demi dénoncé le cessez-le feu décidé par le Conseil de sécurité instauré depuis septembre 1991 en application de la résolution 690 du 29 avril de cette même année. Des actions ont mis en danger des zones civiles; des attaques à la roquette ont visé des postes militaires marocains dans des secteurs, notamment : 9 février 2021 - Ouarkiz, avec trois soldats marocains tués; 28 octobre 2023, Smara avec quatre explosions tuant un civil et en blessant trois autres; 5 novembre 2023 deux roquettes à 4 km de l'aéroport ; 24 décembre 2023 sept roquettes à proximité du site de l'ONU à Aousserd, à moins de 2 km du mur de défense, etc.

### Au ban de la communauté internationale.

La deuxième incrimination regarde des liens avec des groupes terroristes du Sahel tels Al-Qaida au Maghreb islamique ou l'État islamique au Grand Sahara (EIGS). Il faut rappeler qu'un ancien responsable du "Polisario", Adnane Abou Walid al-Sahraoui a été responsable de ce mouvement, classé comme organisation terroriste par les Nations-unies. La connexion entre l'Iran, le Hezbollah libanais et le "Polisario" est établie avec des circuits de financement, des formations et un encadrement. La chute du régime Bachar Al Assad en Syrie, voici six mois, a conduit le président Ahmed A-Charah à faire arrêter quelque 500 éléments armés du "Polisario" et des officiers généraux algériens impliqués aux côtés des forces de répression du précédent régime. Il faut encore ajouter la participation du mouvement séparatiste à la grande criminalité transnationale dans la région pour le financement du terrorisme (trafics armes, drogue, migrants clandestins). Enfin, l'endoctrinement et la militarisation des camps de réfugiés.

Une situation qui est une menace sur la sécurité régionale, sur l'espace sahélo-saharien et même pour l'Europe. Une maturation se fait donc au sein la communauté internationale, les États-Unis en tête. Il ne peut y avoir des avancées dans la recherche d'un règlement négocié de la question du Sahara marocain tant que le mouvement séparatiste n'aura pas été mis au ban de la communauté internationale. C'est un vecteur de terrorisme au service de l'Algérie qui rejette le plan onusien du Conseil de sécurité.

Rédigé par Par Mustapha Sehim





# LE GAZODUC AFRIQUE ATLANTIQUE : UN PROJET STRATÉGIQUE AU CŒUR DE LA RIVALITÉ RÉGIONALE

**Alors que les médias algériens s'obstinent à dénigrer le projet de gazoduc Nigeria Maroc, également appelé Gazoduc Afrique Atlantique (GAA), ce mégaprojet d'envergure transcontinentale suscite, paradoxalement, un intérêt grandissant et un soutien international croissant.**

Plus qu'un simple tuyau, le GAA incarne une vision ambitieuse de coopération Sud-Sud, d'intégration régionale et de développement durable, traversant des pays souvent enclavés et fragiles, et offrant un complément et ou une alternative crédible de gaz pour l'Europe.

Le GAA vise à transporter jusqu'à 30 milliards de m<sup>3</sup> de gaz par an, depuis les riches gisements nigériens, passant par une quinzaine de pays d'Afrique de l'Ouest, jusqu'au Maroc, puis vers l'Europe via le détroit de Gibraltar. Cette capacité significative permettra non seulement de diversifier les sources d'approvisionnement énergétique de l'Europe, mais aussi et surtout de répondre aux besoins croissants en énergie des pays ouest-africains.

Contrairement au projet algérien de gazoduc transsaharien, plus court d'environ 1 500 km mais coûteux (près de 20 milliards usd) et traversant une zone instable, le GAA se distingue par son approche inclusive. Il ne s'agit pas que d'un conduit de transit vers l'Europe, mais d'un réseau énergétique régional qui va irriguer les pays riverains, permettant aux producteurs d'y injecter leurs gaz et aux autres d'en alimenter leur développement industriel, agricole et urbain.

Le GAA s'inscrit dans une logique de coopération Sud-Sud, fondé sur la solidarité, le partage d'expertise et la complémentarité économique. En traversant des pays souvent enclavés, le gazoduc contribuera à réduire leur isolement énergétique, à renforcer leurs infrastructures et à stimuler leur croissance économique.

Le choix d'un tracé majoritairement offshore jusqu'à Dakhla, puis onshore le long de la côte atlantique marocaine, illustre la volonté d'intégrer pleinement la région sahélo-saharienne dans un corridor énergétique moderne. Dakhla, qui deviendra un hub portuaire, industriel et logistique majeur, est appelé à jouer un rôle central dans cette dynamique, favorisant la création d'emplois, l'essor des activités industrielles et la diversification économique, point fort et atout majeur de la vision marocaine.

L'Algérie quant à elle, le perçoit comme une menace directe à sa position dominante dans le secteur énergétique régional. Son projet de gazoduc transsaharien, plus court, est limité à un rôle de simple transit du gaz nigérien vers l'Europe, sans véritable impact sur le développement des contrées traversées. En revanche, le GAA marocain propose une vision plus ambitieuse, intégrant un réseau régional qui va bénéficier à l'ensemble des partenaires et à leurs populations de plus en plus exigeantes.



L'animosité algérienne se manifeste par une intense campagne médiatique algérienne visant à minimiser la faisabilité du projet marocain. Au-delà des médias, l'Algérie multiplie les actions diplomatiques pour renforcer ses liens avec le Nigeria et accélérer son propre projet. Des délégations officielles se succèdent, tandis que sur les réseaux sociaux, des campagnes de dénigrement acharné, surement orchestrées, cherchent à discréditer le GAA.

Cet antagonisme s'inscrit dans une logique politique plus large, le Maroc étant l'« ennemi classique » à affaiblir. L'entêtement idéologique conduit à des choix ridicules qui, paradoxalement, nuisent aux intérêts économiques et sociaux de l'Algérie elle-même. Le conflit artificiel autour du Sahara occidental est toujours en filigrane; La survie du Polisario mobilisant une grande part des ressources, des efforts et de l'attention du pouvoir algérien depuis 50 ans.

Contrairement aux affirmations algériennes, le GAA bénéficie d'un soutien solide de la part d'institutions financières et d'investisseurs importants. Les Émirats Arabes Unis (25 Milliards USD), la Banque Islamique de Développement, la Banque Européenne d'Investissement, le Fonds de l'OPEP pour le développement international, ainsi que les USA, ont manifesté leur intérêt et leur engagement dans le projet.

Sur le plan industriel, le groupe chinois Jingye Steel a déjà remporté le contrat des conduites métalliques, témoignant de la dimension internationale et industrielle du projet. Cette implication d'acteurs mondiaux renforce la crédibilité technique et financière du GAA et consolide l'adhésion à la volonté de faire de la région un pôle de développement et non plus un pourvoyeur d'immigration et de déplacements forcés des populations.

Le projet marocain est divisé en plusieurs phases, avec des études de faisabilité, d'ingénierie de base et environnementales, achevées ou en cours. Un appel d'offres est prévu afin d'accélérer la construction, avec une mise en service des premiers tronçons envisagée dès 2029.

Au-delà des enjeux énergétiques, le GAA s'inscrit dans une stratégie plus large de développement durable, de réduction de la pauvreté énergétique, de la pauvreté tout court et de renforcement de la stabilité régionale. En favorisant l'intégration économique et la complémentarité entre les pays d'Afrique de l'Ouest, le projet contribuera à créer un environnement propice à l'investissement, à la création d'emplois, à la croissance inclusive et à la prospérité. C'est ce qui vient d'être consolidé dans la déclaration de Praia à l'occasion de la 5<sup>e</sup> réunion de l'African Atlantic States Process (AASP)

Cette approche contraste fortement avec la stratégie algérienne, qui reste focalisée sur la confrontation politique et idéologique, au détriment des opportunités économiques et sociales pour ses propres populations.

L'Algérie va jusqu'à ne pas intégrer l'émergence de nouveaux producteurs de gaz, notamment le Sénégal et la Mauritanie, qui participent activement au projet marocain. Ces pays adoptent une logique pragmatique, privilégiant le développement économique et la coopération régionale plutôt que les rivalités idéologiques. Le premier tronçon du GAA intègre justement ces États, illustrant une dynamique d'ouverture et de partenariat qui pourrait redessiner la carte énergétique de l'Afrique de l'Ouest.

Le Gazoduc Afrique Atlantique est plus qu'un simple projet d'infrastructure : il incarne une vision ambitieuse de coopération, d'intégration et de développement durable de l'Afrique de l'Ouest que les populations concernées ont parfaitement bien compris. Face à cette dynamique, l'Algérie semble toujours enfermée dans sa posture chronique de confrontation freinant son propre développement et hélas celui de la région.

À l'heure où les défis énergétiques, économiques et géopolitiques se multiplient, le GAA est un modèle d'avenir, fondé sur la complémentarité, la solidarité et l'innovation. Sa réussite pourrait ouvrir la voie à une nouvelle ère de prospérité partagée et de stabilité pour l'Afrique de l'Ouest et ses partenaires internationaux, n'en déplaise à ceux qui luttent contre, ceux qui ne veulent pas l'admettre ou simplement le comprendre.

**Rédigé par Par Aziz Daouda**





# DU TCHAD À DAKHLA: L'EFFONDREMENT DIPLOMATIQUE DU PROJET POLISARIO

**Depuis 1963, l'Algérie mène une stratégie d'influence au Sahara en instrumentalisant un mouvement séparatiste qu'elle a elle-même créé. Longtemps soutenue par la Libye et certains pays africains, la stratégie algérienne au Sahara s'effondre. Retour sur une imposture diplomatique aujourd'hui démasquée.**

À peine sortie de sa guerre d'indépendance, l'Algérie commence à porter un regard intéressé sur le Sahara occidental, alors sous domination espagnole. D'abord prudente, elle plaide aux tribunes de l'ONU et de l'OUA en faveur du maintien de la tutelle espagnole sur le territoire, arguant que les «50.000 nomades» du territoire ne justifieraient pas la création d'un État.

Dès la fin des années 1960, le discours algérien change de ton. Alger ne rejette plus l'idée d'un État au Sahara, mais commence à s'y positionner comme une «partie intéressée». Une quête d'influence qui, quelques années plus tard, sera projetée non plus en son nom, mais au travers du mouvement qu'elle soutient: le Polisario.

### D'un acteur à un avatar diplomatique (1973-1981)

Dès 1973, Alger adopte une stratégie plus subtile: créer un mouvement séparatiste sahraoui pour camoufler ses propres ambitions dans la région. Dès lors, le Polisario devient une extension diplomatique de l'État algérien. L'ONU et l'OUA furent les théâtres d'une opération de légitimation où l'Algérie, craignant d'être accusée de néocolonialisme, préféra agir à travers un proxy. À Nairobi, en 1981, les représentants du Polisario sont introduits en douce en tant qu'observateurs. Le diplomate français Roger Duzer rapporte la supercherie: les Sahraouis étaient absents officiellement mais hyperactifs officieusement, et jusqu'aux menaces! Le secrétaire général de l'OUA, Edem Kodjo, en fera les frais selon cette note de l'ambassadeur français au Kenya, Roger Duzer: «Le secrétaire général de l'OUA est visiblement inquiet quant à la reconduction de son propre mandat (ce qui le rend particulièrement sensible aux attaques dont il fait l'objet)». Révélant la violence qui prévaut dans l'hémicycle, le SG de l'OUA va même avouer à Roger Duzer: «les Algériens et leurs clients veulent ma peau» (La Courneuve, Ministère des affaires étrangères, ANMO, Maroc-Sahara Occidental, 1972-1982, Carton 965)

### Le tournant libyen: fissure d'un front commun (1981)

La Libye surprend son allié de toujours, l'Algérie, en se rapprochant du Maroc, sans même un mot d'avertissement à Alger. Cette initiative inattendue provoque un véritable séisme diplomatique, comme le rappelle la presse kenyane rapportée par le document de l'ambassadeur de France à Nairobi, Roger Duzer: «Je relève que selon la presse kenyane, M. Bedjaoui, qui conduit la délégation algérienne, déclare au sujet des propositions faites par les Libyens (à Rabat) sur le Sahara que les Algériens n'avaient pas été consultés par ces derniers, qu'ils ne se sentaient donc pas engagés par cette initiative et qu'enfin ils étaient "surpris et troublés"».



La réaction algérienne ne tarde pas. Officiellement silencieuse, elle n'en est pas moins explosive en coulisses. Ce camouflet libyen marque en réalité le début d'un désengagement progressif de Tripoli. Après avoir été un pilier du soutien militaire et financier au Front Polisario depuis 1976, la Libye opère un revirement stratégique: fin du financement, arrêt des livraisons d'armes et retrait du soutien politique. L'Algérie se retrouve seule à la manœuvre. Elle doit désormais assumer à elle seule l'intégralité du soutien logistique, financier et diplomatique au mouvement terroriste sahraoui.

### Le cas du Tchad, un exemple parlant

Le Tchad résume rétrospectivement la ruine de la cause du Polisario. Dans les années 1970, Alger soutient Abba Siddick, opposant tchadien, dans l'espoir de forcer une reconnaissance officielle de la RASD. Boumediene joue sur deux tableaux: il soutient aussi le général Félix Malloum, nouvel homme fort à N'Djamena.

Ce marchandage est rapporté avec précision par Guy De Commynes, haut diplomate français, dans une note interne du ministère des Affaires étrangères:

«Le Président Boumediene a reçu le 22 mars (1976) le ministre des Affaires étrangères du Tchad, M. Kamoughe. La presse algérienne ne fait aucun commentaire à ce sujet et rien, en particulier, ne laisse entendre que le Tchad soit prêt à reconnaître l'Etat sahraoui... De son côté, il est clair que le général Malloum cherche à obtenir le ralliement du Dr Abba Siddick à son régime et peut espérer, s'il paye le prix, avoir l'appui d'Alger. Il y a donc là les éléments d'un marchandage qui pourrait éventuellement aboutir à la reconnaissance par le Tchad de la RASD.» (Archives de La Courneuve, ministère des Affaires étrangères, ANMO, Maroc-Sahara Occidental, 1972-1982, Carton 965)

Le Tchad allait reconnaître le Polisario, mais qui pouvait prédire que 48 ans plus tard, le même Abba Siddick, devenu entre-temps ministre des Affaires étrangères du Tchad, allait annoncer officiellement le retrait de la reconnaissance de la RASD par son pays. Mais l'histoire ne s'arrête pas là. Quelques années après ce revirement, le Tchad va encore plus loin: il inaugure un Consulat général à Dakhla en 2024.

Cette bascule symbolise un tournant plus large. Les pays sahéliens- Tchad en tête- prennent leurs distances avec les idéologies de la guerre froide. Lassés des promesses algériennes, ils regardent désormais vers des axes atlantiques, porteurs de stabilité et d'opportunités concrètes. L'obsession algérienne pour le Sahara occidental, elle, reste figée dans le passé, au prix de milliards dépensés pour un projet sans avenir.

### **L'État sahraoui n'a jamais existé, mais la facture, elle, est bien réelle**

L'Algérie a cru pouvoir construire un État à travers une organisation paramilitaire façonnée de toutes pièces. Derrière les discours sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, elle a pratiqué la diplomatie de l'ombre, le chantage diplomatique et le financement d'un conflit à huis clos. Aujourd'hui, le masque tombe. Les anciennes alliances se délitent. Le Polisario, que des voix influentes appellent à classer comme organisation terroriste, n'est plus qu'un vestige embarrassant, soutenu à bout de bras par un régime qui s'enferme dans une guerre sans issue. Pendant ce temps, les peuples sahéliens cherchent un autre cap: celui de la croissance, de la mer, et d'une paix enfin possible.

Rédigé par Par Aziz Daouda





## Billet d'humeur : Sexiste non, mais c'est bizarre comme même !

**Des métiers autrefois virils, aujourd'hui fragilisés par l'idéologie du care : Pour éviter toute polémique, je regarde ailleurs**

En France, les citoyens s'accordent de plus en plus sur un constat inquiétant : l'enseignement, la santé et la justice — trois piliers fondamentaux de la République — sont en crise profonde. Classes surchargées, hôpitaux saturés, tribunaux engorgés : les dysfonctionnements sont visibles à l'œil nu. Mais un autre fait, rarement interrogé, intrigue : dans ces trois secteurs, les femmes représentent aujourd'hui une majorité écrasante des effectifs. Est-ce un simple hasard statistique ? Ou faut-il y voir un symptôme plus profond de la déstructuration de l'autorité, de la responsabilité et de la verticalité républicaine ?

Dans les écoles, les professeurs des écoles sont à près de 83 % des femmes. À l'hôpital, infirmières, aides-soignantes, sages-femmes, psychologues et médecins généralistes sont très largement féminisés. Même constat dans la magistrature où 71 % des magistrats en début de carrière sont désormais des femmes. Cette surreprésentation est généralement saluée comme une victoire de l'égalité et du mérite. Mais si ces trois bastions vacillent ensemble, ne faut-il pas oser poser une question politiquement incorrecte : la féminisation excessive de ces corps n'est-elle pas en lien avec leur déclin ?

Un changement anthropologique profond s'est opéré, sous nos yeux, sans débat. Là où autrefois ces fonctions incarnaient autorité, rigueur et neutralité, elles sont aujourd'hui associées à l'écoute, la bienveillance, la gestion de la souffrance... Des valeurs certes respectables, mais qui peinent à structurer un système.

Dans l'enseignement, la figure du maître est devenue celle de la « maîtresse compatissante » ; dans la santé, l'hôpital se transforme en plateforme émotionnelle où le soin supplante parfois la guérison ; dans la justice, l'approche empathique prend le pas sur la sanction. Or, à vouloir tout adoucir, ne risque-t-on pas de tout affaiblir ?

Ce n'est pas une critique des femmes, mais bien une critique du basculement idéologique qui, sous couvert de progrès, a dévalorisé l'autorité, la hiérarchie et l'ordre. En préférant une logique de « care » à celle de « commandement », on a vidé de leur force les institutions qui tiennent debout une nation. Et les hommes ? Ils désertent ces métiers mal payés, peu valorisés, souvent présentés comme « féminins » — un mot devenu synonyme d'abnégation et de sacrifice.

La vraie question n'est donc pas : « Est-ce à cause des femmes ? » Mais plutôt : « Pourquoi a-t-on rendu ces métiers si incompatibles avec une autorité équilibrée, virile ou féminine, capable de poser des bornes, de trancher, d'enseigner sans s'excuser ? »



Ce qui est en jeu, c'est moins la part des femmes que l'effondrement d'un modèle d'institution solide, remplacé par une gestion molle et compassionnelle. La République mérite mieux qu'un casting genré. Elle a besoin de reconquérir sa colonne vertébrale.

Et si l'inverse était vrai ? Si ces secteurs résistaient encore un peu au naufrage précisément grâce à la majorité féminine qui y tient bon malgré le sous-investissement, les salaires faibles et le manque de reconnaissance ? Peut-être que la crise est moins une affaire de genre que de mépris politique pour les métiers dits du « lien ». Et que sans ces femmes, tout aurait déjà sombré.

Pour information

Évidemment, l'avis contraire est non seulement légitime, mais vivement souhaité. Mesdames, et vous toutes, associations féministes marocaines ou d'ailleurs, votre lecture, vos critiques et vos éclairages sont les bienvenus. Le débat reste ouvert et sans tabous sur L'ODJ Média — car c'est dans la confrontation respectueuse des idées que naît la compréhension.

Oui, la bonne expression est « quand même », et non « comme même ».

« Comme même » est une erreur courante à l'oral, notamment dans un langage familier. Ainsi la faute est bien voulue.

**Rédigé par Mamoune ACHARKI**



## SUIVEZ L'ACTUALITÉ DE L'OPINION DES JEUNES

POLITIQUE, ÉCONOMIE, SANTÉ, SPORT, CULTURE, LIFESTYLE, DIGITAL, AUTO-MOTO,  
ÉMISSIONS WEB TV, PODCASTS, REPORTAGES, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS...



TOUTE L'INFORMATION À L'ORDRE DU JOUR ET EN CONTINU

www.lodj.ma



SCAN ME!

@lodjmaroc





# NON, CEN'EST PAS À CAUSE DES FEMMES. FAUT ARRÊTER LES CONNERIES

Ça commence toujours par un "je dis ça, je dis rien", puis ça enchaîne sur "c'est bizarre quand même", et ça finit par pointer du doigt les femmes comme responsables d'un système en crise. Ces dernières semaines, on voit fleurir des discours rétrogrades, habillés d'humour et de nostalgie, qui osent insinuer que si l'école s'effondre, que la santé publique suffoque ou que la justice peine à suivre, c'est peut-être un peu à cause des femmes. Trop nombreuses, trop gentilles, pas assez fermes. Sérieusement ?

## Des problèmes structurels, pas genrés

Depuis quelque temps, une idée insidieuse refait surface dans certains discours : celle selon laquelle la crise que traversent des secteurs tels que l'enseignement, la santé ou encore la justice serait liée à leur féminisation croissante. En d'autres termes, plus ces domaines comptent de femmes, plus ils s'effondreraient. Derrière ce raisonnement faussement logique, se cachent des stéréotypes de genre bien ancrés, et une tendance dangereuse à chercher des coupables là où il faudrait chercher des responsabilités politiques.

Il faut dire les choses franchement : ce genre de propos est sexiste, paresseux et dangereux. On remet sur le tapis la vieille rengaine des femmes soi-disant incapables d'exercer l'autorité, trop dans l'émotion, dans le "care", dans le maternage... On nous parle de « féminisation » comme d'une maladie qui aurait rongé des secteurs autrefois prestigieux. Mais qui a décidé que l'autorité devait avoir une voix grave, des épaules larges et une absence totale d'écoute ?

## Ce n'est pas les femmes, c'est l'État qui vous a lâchés

L'effritement de ces piliers du service public n'est pas une question de genre, mais de gestion. Le manque criant de moyens, la surcharge de travail, les démissions massives, les politiques néolibérales, le manque de reconnaissance salariale et sociale : voici les véritables causes. Réduire la complexité de ces problèmes à la composition genrée des effectifs est non seulement simpliste, mais aussi injuste envers les femmes qui s'y investissent corps et âme.

Ce n'est pas parce qu'il y a plus de femmes dans l'enseignement que l'école va mal. C'est parce qu'on a laissé les profs crever à petit feu, avec des classes surchargées, des salaires indécents, une perte de sens du métier, et une hiérarchie déconnectée du terrain. Ce n'est pas parce qu'il y a plus d'infirmières que l'hôpital s'effondre, mais parce que le système de santé est sacrifié depuis des décennies. Ce n'est pas parce qu'il y a des femmes magistrates qu'il y a des retards judiciaires, mais parce que les tribunaux sont engorgés, les moyens manquent, et la machine tourne à vide.

## On accuse celles qui restent quand les autres partent

Quand un secteur se précarise, devinez qui reste ? Ce sont les femmes. Pourquoi ? Parce qu'on leur a toujours appris à tenir, à prendre soin, à ne pas lâcher. Les hommes, eux, fuient souvent ces métiers dès qu'ils ne rapportent plus assez, dès qu'ils perdent leur prestige.



Alors on se retrouve avec des professions féminisées non pas parce que les femmes ont pris la place, mais parce qu'elles sont les seules à tenir la barre quand tout coule.

Et aujourd'hui, au lieu de les remercier, on les accuse. Quelle ironie.

Depuis quand la bienveillance est un défaut ? Depuis quand l'écoute serait une faiblesse ? Pourquoi la rigueur devrait-elle toujours s'incarner dans une figure autoritaire, froide, masculine ? Ce qu'on appelle "féminisation", c'est souvent l'entrée de valeurs plus humaines dans des systèmes figés.

Et c'est exactement ce dont on a besoin aujourd'hui. Pas d'un retour à la matraque, mais d'une refondation autour de l'humain. De toutes les personnes humaines. Femmes comprises.

Le vrai problème, c'est pas les femmes. C'est qu'on ne veut pas changer.

On ne supporte pas de voir des femmes occuper l'espace, même quand elles font tourner des secteurs à bout de bras. Ce qui gêne, ce n'est pas leur prétendue incompetence – car elles en ont largement fait la preuve – mais le fait qu'elles dérangent l'ordre établi.

Qu'elles imposent un autre rapport au pouvoir, à l'autorité, au savoir. Et ça, pour certains, c'est insupportable.

Alors non, ce n'est pas à cause des femmes. C'est à cause d'un système qui s'effondre et qui, comme toujours, cherche à faire porter la faute à celles qui tiennent encore debout. À celles qui soignent, qui enseignent, qui jugent, qui accompagnent. C'est trop facile, trop lâche, et surtout, trop vieux. Il est temps de regarder ailleurs. Et surtout, de la fermer un peu, quand on n'a rien d'autre à dire que "c'est bizarre, quand même".

Rédigé par Salma Labtar



# L'ODJ

L'OPINION DES JEUNES



SCAN ME!

**REJOIGNEZ NOTRE CHÂÎNE WHATSAPP  
POUR NE RIEN RATER DE L'ACTUALITÉ !**



## LE GOUVERNEMENT CHANTE SES PROUESSES, MAIS LA SOCIÉTÉ DÉCHANTE ET STRESSE

Deux documents à lire et à relire, à méditer pour bien se projeter. Deux documents, complémentaires, une enquête du HCP et l'analyse de cette étude, pour bien et mieux comprendre les enjeux et l'état psychologique de la société marocaine. En un mot comme en cent, et malgré le clapotis rassurant de l'actualité, le Maroc va mal et les Marocains ne se sentent pas en confiance ! Si, sur le plan géopolitique et international, nous jouons avec les Grands, en interne, nous sommes et demeurons petits. Et c'est préoccupant.

Le premier document est cette enquête de conjoncture menée par le Haut-commissariat au Plan auprès des ménages marocains pour le premier quart de l'année en cours. Les chiffres et résultats révélés, même abscons pour les non-initiés, tendent tous vers une seule conclusion : le moral est en berne et la confiance est en deuil. Le mot est sans doute fort, mais il est difficile d'en trouver un autre au vu des chiffres publiés, des chiffres qui cognent. Qu'on en juge.

L'indice de confiance des ménages est en-deçà de la barre symbolique des 50%, moitié moins qu'en 2018 et environ 20% de moins qu'à fin 2021, à l'installation de l'actuel gouvernement. Comment se compose cet indice ? De la réponse à cette question apparaîtra l'étendue du marasme économique du pays et du malaise social qui en découle. Ainsi, 81% des sondés ont constaté une dégradation de leur niveau de vie en un an, et 53% s'attendent à ce que la tendance se poursuive ; 80,6% des ménages s'attendent à une hausse du chômage au cours des 12 prochains mois, et la même proportion de ménages considère que le moment n'est pas opportun pour effectuer des achats de biens durables ; et, enfin, seulement 56% des ménages estiment que leurs revenus couvrent leurs dépenses, ce qui signifie que la moitié seulement des ménages marocains couvrent leurs besoins...

De quoi cela est-il le nom ? Et là, la réponse est apportée, crument, dans le second document, un entretien avec l'économiste Adnane Benchakroun, vice-président de l'Alliance des économistes istiglaliens et ancien du HCP où il a fait le plus clair de sa carrière. Et ce qu'il dit, lui qui sait ce que signifient les chiffres du HCP, décoiffe, effraie, et révolte ! Voilà sa conclusion :

« Le HCP nous donne ici un tableau clinique d'une société qui tient debout, mais à bout de souffle. Le niveau de vie est perçu comme dégradé par plus de 80 % des ménages. L'épargne a disparu. L'endettement explose. La consommation est suspendue. L'emploi est redouté. Et pourtant, il n'y a pas d'effondrement spectaculaire. Il y a une forme de résignation collective ». Ce n'est jamais bon pour un pays d'avoir une société en état de « résignation collective », car on ne sait jamais sur quoi cela peut déboucher et en quoi la « résignation » se transforme.



Cela commence par une émigration continue, une fuite des cerveaux, un départ des talents, un effondrement de l'énergie collective sans laquelle rien n'est possible, une « banalisation du découragement », assène sans pitié M. Benchakroun, qui multiplie les punchlines, les phrases-chocs qui forment l'image et décrivent la situation.

« La société marocaine entre dans un mode de gestion strictement défensif, où la dépense est perçue comme un danger potentiel, voire un luxe irresponsable »... « sentiment d'appauvrissement alimentaire »... « quand 81,6 % des Marocains pensent que cela va continuer, cela veut dire qu'ils n'espèrent même plus un répit. On entre alors dans une spirale très dangereuse : les ménages se préparent à subir, et non plus à agir.

Et ce sentiment est d'autant plus inquiétant qu'il se transmet. Les enfants entendent leurs parents parler de hausse, de sacrifices. Cela génère une mémoire collective de privation, un rapport traumatique à l'alimentation, qui peut laisser des traces sur plusieurs générations »... « cela ne relève plus de la conjoncture, mais d'un décrochage structurel »... « une classe moyenne affaiblie, c'est un pays en état de fragilité latente »... « perte de confiance dans la capacité du système à créer de l'emploi stable, digne et accessible »... « nous avons créé une économie à deux vitesses. Une première, institutionnelle, qui affiche des chiffres d'embauche, de création d'entreprise, de formation...

Et une seconde, réelle, où l'emploi est incertain, précaire, mal payé, ou réservé à une minorité connectée aux bons réseaux »... « ce décalage entre les politiques publiques et la perception sociale crée une atmosphère pesante. Ce n'est pas une crise aiguë. C'est une fatigue collective, une lassitude sociale »... « certains (jeunes) partent, d'autres se replient, beaucoup observent. Et ce repli est un danger immense, car une société sans jeunesse engagée est une société sans avenir »...

Que signifie tout cela ? Tout le monde le pense et le dit... à une déconnexion entre les chiffres annoncés, les performances bruyamment vantées, les plans mirifiques, et la dure et crue réalité du quotidien. Tous les organes de contrôle et de bonne gouvernance le disent aussi : les choses vont mal, la corruption galope, le conflit d'intérêt prospère, l'économie de l'attente pour les uns et de la rente pour les autres, les plus chanceux. Le climat général est lourd et oppressant comme un remords.

On peut certes opposer que cela est dû à une mauvaise reprise suite à la crise Covid puis la guerre en Europe, et ce serait vrai d'objecter cela. Mais il faut le dire, le reconnaître, l'expliquer, parler à la population, sonner une mobilisation économique générale, qui va de la base au sommet. Le manque de confiance ne vient pas toujours des mauvais chiffres mais surtout d'une mauvaise appréciation de ces chiffres, une mauvaise communication autour de ces chiffres, et une faible réaction face à leurs conséquences. Par exemple, le NMD... il est laissé en jachère depuis qu'il a été présenté au roi, en mai 2021. Le Pacte qui devait être signé ne l'a jamais été et son esprit est resté lettre morte.

Dans l'intervalle, à quoi assistons-nous ? L'informel explose, l'investissement se tasse, et le départ, ou plutôt la fuite des jeunes se poursuit comme jamais. Tout le monde veut s'en aller et ceux qui ont l'opportunité d'aller étudier à l'étranger réfléchissent à deux fois avant de penser à rentrer au pays. Et au final, tout le monde s'inquiète du présent et appréhende l'avenir : les jeunes n'ont pas d'avenir ni de perspectives, les adultes de la classe moyenne se voient déclassés et les seniors craignent pour leur retraite et leur santé.

Conclusion d'Adnane Benchakroun, dans laquelle beaucoup se reconnaîtront : « La population ne conteste pas forcément mais doute profondément ». Et quand une société se met à douter, c'est l'avenir que le gouvernement doit redouter car malgré ce qu'on dit et ce qu'on assène, on ne développe pas un pays avec une société en plein spleen.

Après cela, on peut toujours écouter les satisfécits bleus qui nous sont arrivés de Dakhla ce weekend...

**Rédigé par Rachid Boufous**





# La pédagogie du bon sens : finies les excuses, place à l'action

L'école du bon sens bouscule les méthodes classiques : former au courage, au jugement et à la responsabilité, c'est former pour le réel, pas pour les notes :

## Responsabiliser dès maintenant, pas demain

Et si nous avions tout faux ? Si la vraie révolution éducative ne passait ni par le digital à outrance, ni par les tableaux interactifs dernier cri, mais par... le retour au bon sens ?

Dans un monde où l'intelligence artificielle réécrit les règles du travail plus vite que les programmes scolaires ne s'adaptent, une idée refait surface avec une force surprenante : apprendre à être responsable, ici et maintenant. Pas demain, pas après le diplôme. Maintenant. Voilà le socle oublié d'une école réellement connectée au monde réel.

On croyait que l'école devait transmettre des savoirs. Puis on a cru qu'elle devait former à des compétences. Aujourd'hui, les entreprises — même les plus technologiques — nous ramènent à une vérité première : ce qu'elles recherchent, ce n'est plus seulement un cerveau bien rempli, mais un esprit capable de discernement, de courage, et de prise d'initiative.

Car ce qu'elles attendent — et qu'aucun logiciel ne remplace encore — c'est une qualité humaine rare : le jugement. Elles veulent des personnes capables d'assumer, d'arbitrer, de décider. En d'autres mots : de répondre de leurs actes.

Et ce n'est pas dans une salle de classe théorique qu'on apprend à gérer une crise ou à faire un choix difficile sous pression.

Prenez deux étudiants envoyés pour un simple stage en centre de vacances. Affectés d'abord à la plonge, ils finissent deux semaines plus tard à la tête de tout le village. Soixante personnes à gérer, des dizaines de nationalités, des responsabilités opérationnelles réelles. Ils auraient pu flancher. Ils ont tenu bon. Mieux : ils ont grandi.

Ce genre d'expérience ne s'improvise pas. Elle révèle une autre manière de transmettre : ne plus dire "tu seras responsable plus tard", mais "tu es responsable maintenant. Et je suis là pour t'aider à comprendre ce que tu en retires."

L'école du bon sens, c'est cela : apprendre en faisant, en vivant, en assumant. Ce n'est pas une pédagogie de l'abandon, mais de l'accompagnement actif, exigeant, où chaque erreur est un tremplin, pas une sanction.

Un bon ingénieur ne récite pas, il agit : Dans cette vision, un bon ingénieur, un bon manager, un bon citoyen même, n'est pas celui qui connaît toutes les réponses. C'est celui qui affronte des questions qu'il n'a jamais vues. Celui qui comprend que ses décisions ont un impact sur les autres. Celui qui sait passer la balle quand il faut, et prendre les devants quand personne d'autre ne le fait.

C'est un profil rare, que seule une éducation fondée sur la responsabilité réelle permet de former.



Et au Maroc ? Une pédagogie encore trop verticale : Dans notre système éducatif marocain, cette pédagogie du bon sens est encore trop marginale. Le "savoir savant" continue de dominer, les élèves restent dans des rôles passifs, en attente d'un savoir figé, déconnecté de leurs vies. Or, former des jeunes capables de s'adapter, c'est leur donner le droit à l'erreur encadrée, l'opportunité d'oser, la capacité à tirer des leçons de leurs actes.

Ne confondons pas "laisser-faire" et responsabilisation. La vraie école du bon sens, c'est celle qui dit : "Fais, mais je suis là si tu tombes."

Et si c'était un luxe réservé à une élite ?

Bien sûr, on pourrait objecter que cette pédagogie de la responsabilité ne s'adresse qu'à une minorité déjà privilégiée. Que pour apprendre à gérer un centre de vacances, encore faut-il avoir un stage à portée de main, un tuteur bienveillant, un filet de sécurité. Dans un système où l'encadrement est souvent débordé, les enseignants mal formés à l'expérientiel, et les élèves pressurés par des examens, peut-on vraiment généraliser cette approche ? Peut-être, justement, que l'école du bon sens devrait commencer par le système éducatif lui-même : qu'il se responsabilise avant de responsabiliser.

Rédigé par ADNANE BENCHAKROUN











 @lodjmaroc



# 8 ET 9 MAI : L'HÉRITAGE DIVISÉ DES ALLIÉS DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

*Entre mémoire partagée et fractures géopolitiques*

Le mois de mai, porteur des parfums de printemps, nous rappelle chaque année les heures sombres et glorieuses de l'histoire mondiale. En France, le 8 mai 2025, comme chaque année, les drapeaux tricolores flottent pour célébrer la capitulation de l'Allemagne nazie en 1945. Le lendemain, en Russie, le 9 mai, les avenues de Moscou résonnent sous les pas des défilés militaires, tandis que les vétérans arborent fièrement leurs médailles, témoins d'une époque où le monde entier s'était uni contre la barbarie. Pourtant, derrière ces commémorations apparemment similaires, se dessinent des fractures profondes, héritées de la guerre froide et exacerbées par les bouleversements géopolitiques actuels.

## **Le poids de la guerre froide : des alliés devenus rivaux**

En 1945, les Alliés, unis par la nécessité, avaient triomphé d'un ennemi commun. La France, libérée par les efforts conjugués de la Résistance, des forces alliées anglo-américaines et des sacrifices soviétiques, célèbre le 8 mai comme une victoire de la liberté et des valeurs démocratiques. À Paris, les cérémonies sont empreintes de sobriété et d'un hommage solennel aux victimes civiles et militaires. Le message est clair : la mémoire est un rempart contre le retour des tyrannies.

En Russie, le 9 mai, connu sous le nom de "Jour de la Victoire", prend une dimension différente. Ici, la mémoire collective est marquée par le sacrifice ultime de 27 millions d'Hommes. La victoire n'est pas seulement célébrée, elle est brandie comme un pilier de l'identité nationale. Les chars défilent sur la Place Rouge, les discours exaltent la puissance retrouvée et l'héroïsme du peuple russe. Ce jour-là, Moscou se pare d'une fierté presque guerrière, rappelant au monde que la Russie fut l'un des principaux artisans de la défaite nazie.

Ce contraste dans les célébrations reflète deux récits historiques distincts. En France, la victoire est une victoire partagée, un triomphe des valeurs universelles. En Russie, elle est une victoire nationale, presque exclusive, un symbole de résilience face à un Occident perçu comme ingrat et oublieux du rôle soviétique. La fracture entre ces deux visions trouve ses racines dans la guerre froide. Dès 1947, l'euphorie de la victoire commune s'évanouit pour laisser place à un monde bipolaire. L'alliance contre le nazisme se mue en confrontation idéologique et militaire entre l'Occident, mené par les États-Unis, et l'Union soviétique. Les anciens alliés deviennent des adversaires, et la mémoire de la guerre se politise.

En France, membre fondateur de l'OTAN, la mémoire du 8 mai est intégrée dans le récit occidental de la démocratie triomphante. En Russie, la mémoire du 9 mai devient une arme idéologique, utilisée pour légitimer le régime soviétique puis, après 1991, le pouvoir de Vladimir Poutine.



**Chaque camp instrumentalise le passé pour renforcer ses positions dans le présent. Cette divergence s'est accentuée ces dernières années, notamment avec la guerre en Ukraine. En 2025, les célébrations du 9 mai en Russie sont marquées par la rhétorique anti-occidentale. Moscou accuse l'OTAN de menacer sa sécurité, tandis que l'Occident l'accuse de nourrir des ambitions impérialistes.**

Pour un observateur marocain, ces commémorations offrent une leçon précieuse sur la complexité de l'histoire et des relations internationales.

Le Maroc, qui a lui-même contribué à l'effort de guerre allié avec la participation de milliers de soldats marocains, peut s'interroger sur la manière dont les grandes puissances façonnent la mémoire collective à des fins géopolitiques.

Le clivage entre le 8 mai français et le 9 mai russe illustre comment l'histoire peut être utilisée pour diviser autant que pour unir. Il rappelle également que la mémoire n'est jamais neutre : elle est un outil de pouvoir, un miroir des ambitions politiques. En tant que pays du Sud, le Maroc peut tirer des enseignements de cette fragmentation mémorielle pour réfléchir à sa propre histoire et à la manière dont elle est racontée, entre influences coloniales et aspirations nationales.

Dans un monde marqué par des tensions croissantes, les commémorations de la victoire de 1945 devraient être l'occasion de rappeler l'importance de l'unité face aux défis communs. Pourtant, elles sont aujourd'hui le reflet des divisions géopolitiques. La France et la Russie, autrefois alliées, célèbrent séparément, avec des messages souvent opposés.

Pourtant, l'histoire nous enseigne que les alliances, même improbables, peuvent naître de la nécessité. En 1945, des nations aux idéologies radicalement différentes ont uni leurs forces pour vaincre la menace Nazi. Peut-être est-il temps, en 2025, de réapprendre cette leçon. Car si la mémoire de la Seconde Guerre mondiale continue de diviser, elle contient aussi les germes d'une réconciliation possible, fondée sur la reconnaissance mutuelle des sacrifices et des contributions de chacun.

**Rédigé par Mamoune ACHARKI**





# L'AMBASSADE D'UKRAINE ÉCRIT À L'ODJ MÉDIA

*Mise au point de l'Ambassadeur de d'Ukraine à Rabat*

**Chère Rédaction,**

Je vous remercie infiniment pour l'article du 8 Mai "8 et 9 mai : l'héritage divisé des Alliés de la Seconde Guerre mondiale" relatif à l'héritage divisé des Alliés de la Seconde Guerre mondiale et je me permettrai de commenter certains points sensibles qui, pour diverses raisons, restent négligés.

Je voudrais attirer l'attention de l'équipe éditoriale et des lecteurs sur les événements de l'histoire de l'Europe et de l'Ukraine, que la partie russe tente de déformer et d'ajouter des graines de haine sous le couvert d'une attitude juste envers la guerre de la part du peuple marocain.

**Je vais commencer par les chiffres et les dates.**

Le 8 mai, l'Ukraine et l'Europe commémore le Jour du Souvenir et de la Victoire, en l'honneur de ceux qui sont morts pendant la Seconde Guerre mondiale de 1939- 1945. En ce jour nous exprimons notre respect et notre gratitude à tous les combattants contre le nazisme, perpétue la mémoire des soldats tombés au combat et des victimes de la guerre la plus sanglante et la plus cruelle de l'histoire de l'humanité.

Le Jour du Souvenir et de la Victoire rappelle que la Seconde Guerre mondiale a commencé à la suite d'accords entre deux régimes totalitaires: national-socialiste (nazi) en Allemagne et communiste en URSS, ainsi que de la réticence tacite des États les plus puissants du monde à résister aux agresseurs.

Nous nous souvenons que la guerre est une catastrophe, une tragédie, des millions de morts et de corps et d'âmes mutilés. Et nous comprenons également que l'héroïsation de la guerre conduit à l'escalade de nouveaux conflits.

La fin de la Seconde Guerre mondiale a apporté la paix, mais pas la liberté, à de nombreux pays européens. L'Union soviétique a occupé ou contrôlé l'Ukraine, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne et d'autres pays d'Europe centrale. Un régime totalitaire a succédé à un autre. L'expulsion des occupants nazis n'a pas apporté la liberté à l'Ukraine, mais a entraîné le retour de la terreur communiste. Ses manifestations furent la déportation des Tatars de Crimée et d'autres peuples de Crimée, la famine artificielle de masse de 1946-1947, le retour des répressions, la resoviétisation de l'Ukraine occidentale, les tentatives de destruction des Églises orthodoxe ukrainienne et gréco-catholique ukrainienne, etc.

L'Ukraine a été l'un des principaux théâtres de la Seconde Guerre mondiale. Le peuple ukrainien a subi d'énormes pertes et destructions. Dans cette lutte, nous avons perdu plus de 8 millions d'Ukrainiens et de représentants d'autres peuples qui vivaient sur la terre Ukrainienne, dont 5 millions de civils et 3 millions de soldats.

La Seconde Guerre mondiale a touché toutes les familles ukrainiennes. Chaque ville et chaque village ont été touchés. C'est pourquoi le peuple ukrainien est si indigné par la manipulation de cette mémoire. Nous rejetons catégoriquement les manipulations historiques russes, les tentatives de minimiser ou de manipuler le rôle de l'Ukraine et l'affirmation selon laquelle la Russie a le droit exclusif de vaincre le nazisme.

Aucun pays ne peut prétendre avoir joué un rôle exceptionnel dans la victoire sur le nazisme. La victoire est le résultat des efforts titanesques de dizaines d'États et de centaines de peuples. Les tentatives d'utiliser «l'autorité» morale du vainqueur de la Seconde Guerre mondiale comme couverture pour un revanchisme sont inacceptables.

Le souvenir de la guerre ne doit pas conduire à un culte de la victoire, mais plutôt à développer la capacité de valoriser la paix, de la défendre catégoriquement et sans compromis par tous les moyens raisonnables, et de cultiver le courage et le principe dans la lutte contre l'ennemi.

Après le nazisme et le communisme, le monde a été confronté à une nouvelle idéologie criminelle et agressive: nous luttons désormais contre la version russe du nazisme. Cela constitue une menace non seulement pour l'indépendance et la souveraineté de notre État, mais aussi pour l'ordre juridique international et la sécurité de l'humanité tout entière, du monde moderne et de la démocratie.



La base idéologique du nazisme russe était l'appropriation du statut de «principal vainqueur» et la transformation de la victoire sur le nazisme en culte et en propagande de guerre.

Aujourd'hui, les Ukrainiens, les armes à la main, défendent non seulement eux-mêmes, mais tous les pays européens contre l'expansion russe et offrent une chance de construire une paix juste et durable et de créer un nouveau système de sécurité mondiale. La condition pour cela est la restauration de l'intégrité territoriale de l'Ukraine et l'impossibilité d'une future agression russe contre quiconque sur notre planète.

La Russie présente sa guerre actuelle contre l'Ukraine comme une continuation de la Seconde Guerre mondiale. Dans la réalité parallèle de la Russie, les Russes sont des «libérateurs». De nombreux Russes croient à cette propagande folle. Ils pensent qu'ils font la bonne chose en envahissant un pays voisin et en tuant sa population.

La Russie tente d'utiliser le 80e anniversaire de la victoire sur le nazisme à des fins de propagande. D'énormes ressources sont investies dans la guerre contre l'Ukraine. Avec si peu de raisons de fierté nationale, l'événement du 9 mai suivi par un défilé militaire et sa propagande servent de substitut aux masses dont les participants avec le ruban de Saint-Georges portent un symbole du séparatisme. Dans de nombreux pays d'Europe et du monde ce ruban n'a rien à voir avec la victoire sur le nazisme.

Ukraine appelle tous ses partenaires et les organisations internationales à honorer la mémoire de toutes les victimes de la Seconde Guerre mondiale, tout en protégeant et en favorisant la vérité historique sur cette terrible guerre, fondée sur des faits.

Le 80e anniversaire de la victoire sur le nazisme est une commémoration des victimes de la guerre, et non une exploitation de la victoire à des fins politiques modernes. C'est un événement mémorable et non festif. Et aujourd'hui, la communauté internationale a la possibilité de s'appuyer sur cette expérience amère et sur les leçons de l'histoire pour prendre des décisions de sécurité adéquates, notamment concernant la guerre non provoquée et injustifiée de la Russie contre l'Ukraine.

Bien sincèrement,

**Serhii SAIENKO Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire d'Ukraine**





# LES DÉPENSES MILITAIRES MONDIALES : MOINS DE BEURRE ET PLUS DE CANONS.

Les dépenses militaires, exprimées en termes réels, incluent toutes les dépenses publiques pour les forces armées et les activités militaires, y compris les salaires et les avantages sociaux, les frais de fonctionnement, les achats de matériel militaire et d'armes, les infrastructures militaires, la recherche et développement, l'administration centrale, le commandement et le soutien. Par conséquent, « les dépenses d'armement » ne constituant qu'une partie des dépenses militaires.

Sur cette base, le Stockholm International Peace Research Institute (Sipri) publie annuellement depuis 1988 un rapport sur les dépenses militaires dans différents pays. Ainsi, d'après le rapport 2024 publié le 26 avril dernier, les dépenses militaires mondiales ont atteint 2 718 milliards de dollars, soit une augmentation de 9,4 % par rapport à 2023. La plus forte hausse annuelle jamais enregistrée depuis au moins la fin de la guerre froide. Ces dépenses ont augmenté dans toutes les régions du monde, avec une hausse particulièrement rapide en Europe et au Moyen-Orient. Et pour cause ! Les cinq plus grands dépensiers – États-Unis, Chine, Russie, Allemagne et Inde – concentrent 60 % du total mondial, avec des dépenses combinées s'élevant à 1 635 milliards de dollars.

## Les USA et la Chine réalisent près de la moitié des dépenses mondiales.

Les dépenses militaires des États-Unis ont augmenté de 5,7 % pour atteindre 997 milliards de dollars, soit 66 % des dépenses totales de l'OTAN et 37 % des dépenses militaires mondiales en 2024. Une part importante du budget américain est consacrée à la modernisation des capacités militaires et de l'arsenal nucléaire afin de maintenir un avantage stratégique sur la Russie et la Chine. Les membres européens de l'OTAN ont dépensé 454 milliards de dollars, soit 30 % du total des dépenses de l'alliance.

La Chine, deuxième plus grand dépensier militaire au monde, a augmenté ses dépenses de 7 %, pour atteindre environ 314 milliards de dollars, marquant ainsi trois décennies d'augmentations consécutives. La Chine représente 50 % de toutes les dépenses militaires en Asie-Océanie, investissant dans la modernisation continue de son armée et dans le renforcement de ses capacités en matière de cyberguerre et d'arsenal nucléaire.

Les dépenses militaires de la Russie ont atteint environ 149 milliards de dollars en 2024, soit une augmentation de 38 % par rapport à 2023 et le double du niveau de 2015. Cela représente 7,1 % du PIB russe et 19 % de l'ensemble des dépenses publiques russes. Les dépenses militaires totales de l'Ukraine ont augmenté de 2,9 % pour atteindre 64,7 milliards de dollars, soit l'équivalent de 43 % des dépenses de la Russie. Avec 34 % du PIB, l'Ukraine enregistrait le fardeau militaire le plus lourd de tous les pays en 2024.



Les dépenses militaires de l'Allemagne ont augmenté de 28 % pour atteindre 88,5 milliards de dollars, ce qui en fait le plus grand dépensier d'Europe centrale et occidentale et le quatrième au monde.

Les dépenses militaires de l'Inde, cinquième plus grand dépensier au monde, ont augmenté de 1,6 % pour atteindre 86,1 milliards de dollars.

Les dépenses militaires au Moyen-Orient s'élèvent à environ 243 milliards de dollars en 2024, soit une augmentation de 15 % par rapport à 2023 et de 19 % par rapport à 2015. Israël y consacre 46,5 milliards de dollars, soit 8,8% du PIB, en augmentation de 65% ! L'Arabie saoudite est le plus grand dépensier du Moyen-Orient en 2024 et le septième au monde. Ses dépenses militaires ont connu une modeste augmentation de 1,5 %, atteignant environ 80,3 milliards de dollars, mais toujours inférieures de 20 % à celles de 2015, année où les revenus pétroliers du pays avaient atteint leur pic.

## L'Algérie dépense 4 fois plus que le Maroc !

Les dépenses militaires en Afrique ont atteint 52,1 milliards de dollars en 2024, soit une augmentation de 3 % par rapport à 2023 et de 11 % par rapport à 2015. L'Afrique du Nord concentre à elle seule plus de la moitié de ce montant, avec 30,2 milliards de dollars, en augmentation de 8,8 % par rapport à l'année précédente. Deux pays dominent cette tendance : l'Algérie et le Maroc, qui représentent ensemble près de 90 % des dépenses militaires nord-africaines. Il faut préciser que l'Algérie dépense 4 fois plus que le Maroc, soit 21,8 milliards de dollars contre 5,5 milliards de dollars pour le Maroc. Par rapport au PIB, les taux sont respectivement de 8,8% et 3,8%.

L'Algérie était le 21ème plus grand importateur d'armes au monde de 2020 à 2024. Bien que les importations en provenance de Russie aient chuté de 81% entre 2015-2019 et 2020-2024, ce pays demeure son principal fournisseur avec presque la moitié (48 pour cent) des importations d'armes de l'Algérie, suivie par la Chine (19 %) et l'Allemagne (14%).

Les importations les plus significatives en 2020-2024 étaient des véhicules blindés (33 %), des avions (29 %) et des navires (21 %). Parmi les avions, neuf chasseurs russes, quatre avions de transport américains et six drones armés chinois sont connus pour avoir été livrés.

Les importations d'armements du Maroc ont pour leur part diminué de 26 % entre 2015-2019 et 2020-2024 après avoir atteint leur apogée entre 2010 et 2014, ayant augmenté de plus de 10 fois par rapport à la période 2005-2009. Les États-Unis (64 %) étaient le principal fournisseur du Maroc en 2020-2024 avec 64%, suivis par la France (15 %) et d'autres fournisseurs de moindre importance. Les importations les plus significatives étaient des véhicules blindés (63 %), des missiles (12 %) et des avions (9,6 %). Au moins 51 % des missiles que le Maroc aurait reçus étaient des systèmes de missiles sol-air (SAM). Parmi les 55 aéronefs, 24 étaient des UAV (véhicules sans humain à bord) armés (dont 19 en provenance de Turquie).

### Un marché oligopolistique

Le marché des armements demeure au niveau de l'offre extrêmement concentré. Les plus grands producteurs et exportateurs se comptent sur le bout des doigts d'une seule main. Les cinq premiers exportateurs réalisent à eux seuls 72% des expéditions mondiales. Les USA s'adjugent la première place avec 43 % des exportations mondiales en fournissant des armes à 107 États en 2020-24. Pour la première fois depuis deux décennies, la plus grande part des exportations américaines d'armement en 2020-24 est allée à l'Europe (35 %) plutôt qu'au Moyen-Orient (33 %) où le principal destinataire des armes américaines est l'Arabie saoudite (12 % des exportations américaines d'armes).

La France devient le deuxième plus grand fournisseur d'armement au monde en 2020-24, mais à cinq pas derrière les USA avec uniquement 9,6% des exportations mondiales, en livrant des armes à 65 États. Les ventes françaises d'armes vers d'autres États européens ont presque triplé entre 2015-19 et 2020-24 (+187 %). Cela s'explique principalement par les livraisons d'avions de combat à la Grèce et à la Croatie, ainsi que par les livraisons d'armes à l'Ukraine. En outre, l'Inde a reçu de loin la plus grande part des exportations françaises d'armement (28 %), soit près du double de la part qui est allée à tous les destinataires européens réunis (15 %). Le deuxième plus grand destinataire d'armes majeures de la France est le Qatar (9,7 % des exportations françaises d'armement).

### La Russie est reléguée à la troisième place avec 7,8% des exportations. Elle est suivie par la Chine (5,9%) et l'Allemagne (5,6%).

Au niveau des importations mondiales, l'Ukraine occupe pour la première fois la première place avec près de 9 %, suivie par l'Inde (8,3%), Qatar (6,8%), l'Arabie Saoudite (6,8%) et le Pakistan (4,6%). Quatre pays arabes sont dans le top 10 des achats d'armements : outre Qatar et Arabie saoudite déjà mentionnés, on y trouve l'Égypte (3,3%) et le Koweït (2,9%). À souligner également que le Moyen-Orient absorbe plus d'un quart (27%) des importations mondiales d'armes en 2020-2024.

Dans cette course aveugle à l'armement, ce sont les principaux fournisseurs qui en profitent, sachant que le marché des armes est particulièrement « rentable » dans la mesure où il n'obéit pas à la loi de l'offre et de la demande. C'est un marché oligopolistique dominé par une centaine d'entreprises au niveau mondial dont les cinq premières sont américaines et répondant à des considérations géostratégiques. C'est pour cette raison que le combat pour la paix mondiale est un impératif pour le bien-être humain.

Rédigé par Abdeslam Seddiki





# INTÉRÊT GÉOSTRATÉGIQUE DU SOUDAN : ENTRE RECOMPOSITION DIPLOMATIQUE ET RIVALITÉS RÉGIONALES

Depuis son indépendance en 1956, l'histoire du Soudan est une succession de coups d'états militaires. Le général Abdelfattah al-Burhane, dirigeant de facto du pays depuis le putsch 2011, et le général Mohamed Hamdan Dagalo (Hemetti). n'ont jamais pu cohabiter, et ce depuis les accords de 2021. La convergence de leurs intérêts personnels, claniques et politiques ont précipité le pays dans une guerre civile le 15 avril 2023.

Ce conflit oppose les Forces armées soudanaises (FAS) dirigées par le Général al-Burhane aux groupes armés Janjawid, rassemblés au sein des Forces de soutien rapide (FSR) sous le commandement de Hemetti. Le conflit au Soudan a engendré la plus grande crise humanitaire au monde, provoquant le déplacement d'un tiers de la population.

Les agendas politiques régionaux et les différents appuis militaires étrangers révèlent l'importance géostratégique du Soudan. Situé dans la Corne de l'Afrique, le pays est entouré de sept frontières. Bordé par la mer Rouge, où transitent un quart du trafic maritime mondial, le Soudan est une porte d'entrée vers le Sahara, le Sahel et la Corne de l'Afrique, en plus d'être une passerelle entre l'Afrique et le monde arabe. Pays riche en minerais, il est aussi un grenier pour les pays voisins, notamment en raison des terres fertiles.

En effet, le Soudan, est devenu un espace stratégique en recomposition où se jouent les rivalités régionales de plusieurs puissances étrangères.

La Russie principale soutien des FSR a récemment changé sa position au profit du général al-Burhane. Le Kremlin a des intérêts économiques et stratégiques dans la région. Le déploiement récent de l'Afrika Corps en Libye, a poussé la Russie à renforcer sa présence militaire dans cette région. Le Kremlin utilise la Libye comme rampe de lancement stratégique pour avancer au Tchad, au Mali et au Soudan.

L'implantation d'une base navale russe à Port-Soudan permettra au Kremlin d'avoir un avant-poste militaire tout en sécurisant l'acheminement des voies d'approvisionnement, notamment les matières premières exploitées (or) au Soudan. La Russie cherche à étendre son influence de manière asymétrique sur le continent africain et, ce à travers des actions politiques, économiques et militaires.

Les Émirats Arabes Unis (UAE) apporte quant à eux un soutien financier aux FSR en raison des terres agricoles et des richesses minières. Les Émirats exploitent actuellement 200 000 hectares de terres, et prévoient plusieurs investissements dans le port d'Abu Amama. Par ailleurs, le gouvernement émirati souhaite contrôler les routes navales commerciales dans la mer Rouge. Les Émirats Arabes Unis ont consolidé leur positionnement dans la zone par la construction de bases militaires et de ports.

Le gouvernement libyen autoproclamé du maréchal Haftar, apporte un soutien militaire et logistique aux forces de Hemetti. Ces paramilitaires soutenus par les Émirats Arabes Unis avait appuyé les opérations militaires du Général Haftar en 2014, lors de l'opération reconquête de la Libye. Le soutien aux FSR doit permettre de protéger les intérêts économiques et stratégiques des Émirats Arabes Unis et de la Russie dans la région.

Malgré la déclaration officielle de neutralité du Tchad, l'armée soudanaise considère N'Djamena comme un acteur impliqué dans le conflit. Les forces d'al-Burhane affirment que le Tchad (Amdjarasse) servirait de transit pour le matériel militaire, en échange d'un soutien financier des Émirats Arabes Unis. Le gouvernement tchadien nie toute implication et réaffirme sa neutralité dans ce conflit. Les deux pays ont toujours eu des relations tendues à cause des conflits frontaliers et des tensions ethniques au Darfour. À noter que le Tchad a accueilli plus de 900 000 réfugiés soudanais dans l'est du pays.

Pour l'Égypte, le Soudan reste son pré carré naturel. Pays frère, Khartoum représente un enjeu majeur lié au Nil, élément primordial pour l'économie et la sphère d'influence de l'Égypte. Le Soudan reste un partenaire majeur dans la lutte contre le terrorisme, le trafic, ainsi que dans la résolution pacifique de la gestion des ressources en eau. Lors de l'éclatement du conflit, l'Égypte s'est positionnée comme négociatrice en appelant les parties belligérantes à signer un cessez-le-feu.



Sur le plan militaire, elle a envoyé des forces militaires égyptiennes pour former les partisans d'Al-Burhane. Le maréchal Abdel Fattah al-Sissi souhaite atténuer les répercussions du conflit sur son sol, notamment l'émergence des mouvements islamiques.

Au-delà des tensions frontalières avec le Soudan, concernant la question d'Al Fashaga, l'Éthiopie a tissé des liens avec les Forces de soutien rapide (FSR). Le gouvernement éthiopien fait face à des défis importants en raison de l'instabilité interne, des conflits frontaliers et des rébellions des milices d'Amhara, mettant en péril la stabilité du pays. L'Égypte, l'Érythrée et la Somalie ont adopté une stratégie d'encerclement contre l'Éthiopie dans la région en raison de la construction du barrage de la Renaissance.

L'Égypte et le Soudan avaient de leur côté, contesté l'accord de 2010, en invoquant leurs droits historiques sur les eaux du Nil. Cette situation envenime les relations entre les pays de la région empêchant toute forme de coopération.

L'Arabie saoudite a reconnu le général Abdel Fattah al-Burhane comme dirigeant légitime du Soudan, tout en tentant de maintenir une posture diplomatique équilibrée. Le royaume a notamment accueilli, avec les États-Unis, des pourparlers de paix à Djeddah visant à réunir les différentes factions soudanaises. Cette position de neutralité apparente permet à Riyad de jouer un rôle de médiateur tout en renforçant sa coopération stratégique avec Washington. Le Soudan est un pays stratégique pour l'Arabie Saoudite en raison de ses terres agricoles fertiles et de son accès au littoral de la mer Rouge. Tout comme son voisin émirati, Ryad souhaite affirmer son leadership dans cette zone.

Récemment, le gouvernement soudanais d'Al Burhan a établi deux protocoles d'accord avec l'Iran destiné à renforcer leur coopération. La mise en place d'un Comité de politique conjointe doit permettre de relancer les relations entre les deux pays. L'Iran cherche à se positionner comme un leader régional, notamment face à ses voisins arabes du Golfe, comme l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Qatar. Sa stratégie d'influence repose sur le respect de la souveraineté des pays et la promotion de « l'Unité entre Nation Islamique ». Cette alliance stratégique permettra à l'Iran d'étendre son influence du détroit d'Ormuz à Bab El Mandeb.

En plus des enjeux économiques et d'influence politique, l'Iran cherche à renforcer sa présence militaire dans la région, en grande partie dans une logique de dissuasion et de confrontation indirecte avec Israël. La base militaire d'Eilat, située sur le golfe d'Aqaba, protège les accès maritimes du sud d'Israël, surveille le trafic maritime en mer Rouge, et sert de point d'appui pour les opérations navales dans cette région sensible. À noter le refus du Soudan d'accueillir une base navale iranienne.

Dans une perspective prospective, trois scénarios sont envisageables à savoir le maintien du conflit entre factions militaires, la stabilisation partielle sous tutelle étrangère et une polarisation stratégique (zone mer Rouge/corne de l'Afrique). Le conflit au Soudan s'inscrit dans un contexte hautement instable, marqué par des alliances fluctuantes et l'absence d'une pression politique durable pour une résolution pacifique.

La fluidité des alliances, tant internes qu'externes, empêche l'émergence d'un front uni en faveur de la paix. À cela s'ajoute une implication internationale ambivalente : plusieurs puissances régionales et mondiales soutiennent implicitement ou explicitement l'un ou l'autre camp selon leurs intérêts stratégiques, sans engagement clair en faveur d'un règlement politique. Ce jeu d'équilibrisme diplomatique contribue à la prolongation du conflit, transformant le Soudan en un théâtre d'affrontements aux répercussions régionales.

Son avenir dépendra donc de sa capacité à sortir de la logique de guerre interne, à rétablir un minimum de cohérence territoriale, et à reconstruire une légitimité politique indépendante des rivalités extérieures.

**Rédigé par Imen Chaanbi**

*Pour aller plus loin*

*La géopolitique prédictive : L'intelligence au service de la prospective*

*Pr. Mathieu Guidère et Ms. Imen Chaanbi*

<https://www.strategikia.com/ressources/>



# LA CHUTE DU RAFALE DANS LE CIEL INDIEN : UNE LEÇON POUR RABAT

Le ciel d'Asie du Sud est devenu récemment le théâtre d'une confrontation aérienne remarquable : l'interception par le Pakistan de cinq avions indiens, dont des chasseurs Rafale français de pointe. Cet événement, dont certains aspects ont été vérifiés par l'unité de fact-checking de la BBC grâce à des vidéos montrant les débris du Rafale, tandis que l'Inde gardait le silence, n'était pas qu'un simple accrochage militaire, mais un indicateur d'une transformation dans les concepts de puissance aérienne. Les avions chinois J-10C, armés de missiles air-air PL-15 à longue portée (plus de 200 kilomètres), ont fait pencher la balance en faveur du Pakistan, démontrant que la capacité d'engagement au-delà de la portée visuelle, soutenue par des systèmes radar avancés et une guerre électronique efficace, est désormais déterminante, et non nécessairement la taille de l'arsenal.

Cet incident offre une perspective précieuse pour comprendre la dynamique de l'armement entre le Maroc et l'Algérie, deux pays qui suivent des philosophies défensives distinctes.

## Deux approches stratégiques différentes

L'Algérie s'appuie sur une force conventionnelle d'inspiration russe, composée d'un demi-million de soldats, de deux mille chars et d'environ 500 avions de combat, soutenue par un budget de défense avoisinant les 25,1 milliards de dollars (selon le site Global Fire Power). Cette stratégie, historiquement ancrée dans la dépendance vis-à-vis de Moscou, fait face aujourd'hui à des défis liés aux sanctions occidentales contre la Russie. L'Algérie cherche à équilibrer la possession par le Maroc d'avions F-16 en acquérant des chasseurs russes Su-35.

En revanche, le Maroc a adopté depuis 2010 une stratégie fondée sur la diversité technologique et la qualité. Avec un budget de défense de 13 milliards de dollars, le royaume a fait appel à de multiples fournisseurs des États-Unis, d'Israël, de France, de Turquie et de Chine. Son arsenal moderne comprend le système de défense antimissile "Barak 8", des drones "Hermès" et des systèmes satellitaires israéliens, des drones turcs "Bayraktar", ainsi que des chasseurs américains "F-16 Viper" et des systèmes lance-roquettes "HIMARS". Plus important encore, le Maroc met l'accent sur le transfert de technologie et le développement d'une industrie de défense locale à travers des partenariats stratégiques, avec un intérêt déclaré pour la cinquième génération de chasseurs comme le "F-35" pour garantir la supériorité aérienne.

## La technologie avancée comme facteur décisif

L'essence de la supériorité dans les guerres modernes ne se limite plus au nombre d'avions ou de chars, mais s'étend à l'intégration des systèmes de détection précoce, aux capacités de guerre électronique, aux communications cryptées et aux systèmes de brouillage – domaines dans lesquels le Maroc investit considérablement.



Cette compréhension profonde de la nature des conflits contemporains renforce le rôle du Maroc en tant qu'acteur sécuritaire régional, notamment dans la lutte contre le terrorisme et sa coopération avec l'OTAN.

Bien que les chiffres puissent sembler favoriser l'Algérie, l'accent mis par le Maroc sur les technologies avancées et la formation qualitative en fait une force avec laquelle il faut compter. La course aux armements entre les deux pays, motivée par les tensions autour de la question du Sahara occidental, se poursuit, mais la probabilité d'un conflit direct reste faible selon la plupart des observateurs et analystes militaires, même si le risque d'une escalade accidentelle demeure.

## Une diplomatie équilibrée face aux tensions

Il convient de noter que le Maroc aborde ce scénario avec une diplomatie équilibrée, privilégiant le dialogue face à ce qu'il considère comme des provocations algériennes, tout en maintenant un haut niveau de préparation militaire.

Le pari du Maroc sur la qualité et la technologie avancée, comme l'a démontré l'expérience pakistanaise avec ses missiles sophistiqués face à une supériorité quantitative, confirme que l'intelligence stratégique et l'évolution technologique sont les clés de la domination dans les batailles d'aujourd'hui et de demain, où le combat au-delà de l'horizon est devenu le langage dominant pour imposer la suprématie aérienne.

Dans ce nouveau paradigme militaire, la leçon est claire : ce n'est pas toujours celui qui possède le plus grand nombre d'armes qui l'emporte, mais celui qui maîtrise les technologies les plus avancées et sait les intégrer dans une vision stratégique cohérente. Une réalité que Rabat semble avoir parfaitement assimilée.

Rédigé par Zakaria Beral



# INFO & ACTUALITÉS NATIONALES ET INTERNATIONALES EN CONTINU 24H/7J

REPORTAGES, ÉMISSIONS, PODCASTS, CONFÉRENCES, CHRONIQUES VIDÉOS..

+150.000 TÉLÉSPECTATEURS PAR MOIS | +20 ÉMISSIONS | +1000 ÉPISODES

**LIVE STREAMING**

**L'ODJ STREAM LIVE** 00:29:48

**R212 WEB RADIO**

**BREAKING NEWS**

lastique : recette du shampoing solide maison: Écologique, économique et naturel, le shampoing solid

www.lodj.ma - www.lodj.info - pressplus.ma +212 666-863106 @lodjmaroc

## REGARDEZ NOTRE CHAÎNE LIVE ET RECEVEZ DES NOTIFICATIONS D'ALERTE INFOS



SCAN ME!



# WEB RADIO DES MAROCAINS DU MONDE

ريب راديو مغاربة العالم

+750.000 AUDITEURS PAR MOIS | ÉMISSIONS, PODCASTS & MUSIC

R212j

DISPONIBLE SUR  
Google Play



SCAN ME!

# تغيب الأخصائي النفسي في الاستراتيجية الوطنية للصحة النفسية والعقلية: دعوة للمراجعة وإعادة الاعتبار

بصفتي الأمين العام للمنظمة الوطنية للدعم والتمكين النفسي والاجتماعي، ورئيس الجمعية المغربية للباحثين والأخصائيين النفسيين الاجتماعيين، أود أن أعبر، بصفة مسؤولة ومهنية، عن بالغ القلق إزاء تغيب الأخصائي النفسي ضمن الاستراتيجية الوطنية للصحة النفسية والعقلية، كما تم عرضها مؤخرا من طرف وزارة الصحة والحماية الاجتماعية.



إن هذا الإغفال يثير تساؤلات جوهرية حول منهجية إعداد هذه الاستراتيجية، ومدى التزامها بالمعايير العلمية الدولية المعتمدة في مجال الصحة النفسية المجتمعية. فالأخصائي النفسي يشكل فاعلا رئيسيا في منظومة الوقاية والتكفل النفسي، وذلك من خلال مهامه التي تشمل التقييم النفسي الدقيق، الدعم العلاجي المستمر، المرافقة النفسية، والإسهام في تعزيز الصحة النفسية الجماعية داخل المؤسسات الصحية، التربوية، والاجتماعية. وقد وجهنا، في هذا الإطار، مراسلة رسمية إلى السيد وزير الصحة، أطلب فيها توضيحا بخصوص هذا التهميش غير المبرر، ونؤكد من خلالها أن أي سياسة عمومية للصحة النفسية لا تدمج الأخصائيين النفسيين بشكل هيكلي ومؤسسي، تبقى قاصرة عن تحقيق أهدافها الاستراتيجية، سواء من حيث النجاعة أو من حيث الأثر المجتمعي المستدام.

فالنجاعة في التدخلات النفسية تتطلب مقاربة متعددة التخصصات (interdisciplinary approach)، حيث يتكامل فيها الطب النفسي، علم النفس الاجتماعي والمعرفي و العيادي و العصبي..... وتخصصات كثيرة أخرى لا يسعني إدراجها، هذا التكامل هو ما تنادي به منظمة الصحة العالمية (OMS, 2013) وكل التوصيات الدولية ذات الصلة.

كما أن الواقع الميداني يشهد اليوم تزايدا في السلوكيات الخطرة والجرائم ذات الخلفية المرضية النفسية، ما يفرض تعزيز آليات الرصد والتكفل المبكر، وهو دور محوري من صميم اختصاص الأخصائي النفسي. إن تهميش هذا الدور لا يعرض فقط مصلحة المهنيين للخطر، بل يمس بشكل مباشر حق المواطن في رعاية نفسية متكاملة وفعالة.

ختاما، فإننا نؤكد، كممثلين رسميين لهيئات مهنية ونفسية وطنية، أن إدماج الأخصائيين النفسيين ضمن مختلف مراحل إعداد وتنفيذ الاستراتيجية الوطنية للصحة النفسية والعقلية، هو ضرورة علمية ومؤسسية لا تحتل التأجيل، إن كنا فعلا نسعى إلى بناء سياسة صحية شمولية، وقائمة على أسس علمية، إنسانية، وحقوقية.

بقلم عبد الغني العراس



## LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA



**PRESSPLUS EST LE KIOSQUE 100% DIGITAL & AUGMENTÉ  
DE L'ODJ MÉDIA GROUPE DE PRESSE ARRISSALA SA  
MAGAZINES, HEBDOMADAIRES & QUOTIDIENS..**

www.pressplus.ma



**SCAN ME!**

**QUE VOUS UTILISIEZ VOTRE SMARTPHONE, VOTRE TABLETTE OU MÊME VOTRE PC,  
PRESSPLUS VOUS APPORTE LE KIOSQUE DIRECTEMENT CHEZ VOUS**

يأتي بعد ذلك الفصل الأخير، فصل "الحوارات"، الذي يضم نقاشات فكرية ثرية، مصاغة بأسلوب قصصي جذاب، تبدو سهلة في ظاهرها، لكنها تحمل في طياتها معاني عميقة ومركبة. ففي الحوار الأول، المعنون "الحكومة والوطن"، يناقش بدراوي مفهوم الانتماء، ويكشف بوضوح الخلط الشائع بين الوطن ككيان دائم وراسخ، والحكومة كأداة مؤقتة لإدارته. كما يحذر من مخاطر غياب ثقافة الملكية العامة، ويبرز كيف يتآكل الوعي المجتمعي حين لا يُبنى على أسس متينة من التعليم والتثقيف، وكيف يتحول نقد أداء الحكومة في بعض الأحيان إلى تهمة بالخيانة، بدلًا من أن يُعتبر تعبيرًا صادقًا عن حب الوطن والحرص على مصلحته.

في هذه الحوارات، يستثمر بدراوي رصيده الفكري وخبرته الأكاديمية، ويوظف بمهارة أدوات الفلسفة والتحليل السياسي والاجتماعي والتربوي، ليصوغ لنا ما يمكن تسميته "قصصًا حوارية" ماثقة، تحتل على التفكير النقدي، ولا تكتفي بمجرد السرد أو عرض المعلومات.

وقبل الختام، لا بد من وقفة: لقد اخترت أن أتناول نماذج محدودة من الحكايات وحوارًا واحدًا من هذه المجموعة الثرية، ليس بهدف تلخيصها أو الإحاطة بكل جوانبها، بل للتأمل في مضامينها، وتحليل أبعادها، والكشف عن بعض ما تحمله من رسائل ودلالات، فهي في نهاية المطاف مجرد عينة، ونحن - معشر الأطباء - نكتفي أحيانًا بالعينة للوصول إلى التشخيص، فكيف يعمل أدبيّ ينبض بالحياة والفكر كهذا؟ لم أشأ أن أفسد على القارئ الكريم متعة الاكتشاف الشخصي، ولا أن أسلب من المجموعة عنصر التشويق الذي يشكل جزءًا أصيلًا من جمالها وسحرها. لذلك، اكتفيت بهذا القدر، مدرّكًا أن كل حكاية أو حوار في هذا الكتاب هو بمثابة رواية مصغرة، أو مجلد مكثف، يحمل رحيق فكر الدكتور بدراوي وخلصه تجربته، يقدمهما للأجيال، وبخاصة الشابة منها، بكل حبٍّ وصدق.

ختامًا: في مجموعة "أنا بنت مين؟"، لا نقرأ أدبًا رفيعًا فحسب، بل نصغي إلى نبض روح رجل استثنائيٍّ جمع بين صرامة العلم وعمق الفكر، بين حنكة السياسة ورهافة الفن، بين منطق العقل ودفعه العاطفة. حسام بدراوي لا يكتب بالكلمات وحدها، بل يكتب بتجربته الحياتية الثرية، بتاريخه الشخصي الذي يتقاطع مع تاريخ وطنه، وإحساسه الصادق بنبض هذا الوطن. كتابه هذا بمثابة دعوة مفتوحة للحوار والتأمل، وللبحث الدؤوب عن المعنى والقيمة في عالمٍ يموج بالتغيرات المتسارعة.

إنه لا يقدم لنا إجابات جاهزة أو حلولًا سحرية، بل يضعنا بذكاءٍ أمام أسئلة كبرى، نعيشها يوميًا ونفكر فيها ونتجادل حولها. ولكنه يفعل ذلك دائمًا بلغة إنسانية دافئة، تحترم عقل القارئ وتستفزّه فكريًا، وتحتّه على ألا يكفّ عن السؤال. "أنا بنت مين؟" ليست مجرد مجموعة قصصية أخرى تُضاف إلى رفوف المكتبات، بل هي محاولة جادة وصادقة للتقاط روح الواقع المعاصر، بكل تناقضاته الصارخة، وأحلامه المؤجلة، وجراحه الغائرة، وبكل ما تبقى فيه من بصيص أملٍ لا يموت.

بقلم: الدكتور خالد فتحي





يسرد بدرأوي هذه الأحداث بعمق لم يأت له إلا من معايشة واعية لها، بعقله ووجدانه. لكنه في سرده هذا لا يتحدث عن ذاته فحسب بل يقف أيضًا كشاهد أمين على تحولات وطنه الكبرى؛ فتبدو سيرته الشخصية كعدسة نرى من خلالها ملامح مصر وتطوراتها منذ خمسينيات القرن الماضي وحتى يومنا هذا. في هذا الفصل، تمتزج الذات بالموضوع، وتتحوّل السيرة الفردية إلى مرآة تعكس سيرة جماعية، مشبعة بالوعي النقدي، والجرأة في المكافحة والصدق في التعبير. أحيانًا، يخال القارئ أنه أمام بيان سياسي محكم، أو وثيقة شخصية تكشف للمصريين عن بعض أسرار الثورة وتقلبات المرحلة، وكل ذلك مصاغ بالفعل "بمزاج القصة" الساحر.

وهكذا، يتكشف لنا أننا أمام سيرتين متوازيتين ومتداخلتين في هذا العمل: سيرة الكاتب بهوموم وتطلعاته، وسيرة الوطن بآلامه وآماله.

في قصة "مينا في كل زمان"، يتجلى البطل "مينا" كرمز خالد لا يقهر، كفكرة عابرة للزمنة، وكامتداد لروح "كيميت" (مصر القديمة) الأزلية. إنه المصري الذي وُدد إليه قبل نزول الأديان، وهو صانع الحضارة ومنبعها. وها هي "كيميت" قدنزفت من جديد في القرن الحادي والعشرين، رازحة تحت سطوة فرعون جديد، لكن "مينا" نهض كعادته دائمًا، مثل طائر الفينيق، وأسقط الطاغية. مينا هذا يظهر كلما اشتدت الحاجة إلى يقظة الأمة وضميرها. القصة حبل بالرموز الدالة: فرعون، عتريس، كيميت... بل إن الدكتور بدرأوي نفسه يطل عبر هذه الرموز، متقمصًا أحيانًا دور "مينا"، ورأسًا مسارًا للوعي الممتد عبر الأجيال. وفي ختامها، يلّمح بذكاء إلى أن روح مصر، المتجسدة في "مينا"، هي القادرة على بناء المستقبل، حين تنصهر فيها عراقة التراثين الإسلامي والمسيحي في بوتقة واحدة.

أما في فصل "الحكايات"، فيغوص بدرأوي في أعماق حياة الناس، ويصور واقعنا المعاش بأسلوب يقترب من الوثيقة الأدبية المفعمة بالحياة. وتعتبر قصة "أنا بنت مين؟" درة المجموعة وجوهرتها المحورية. تطرح هذه القصة إشكاليات أخلاقية وقانونية بالغة الدقة والتعقيد، أفرزها التقدم العلمي المذهل في مجال الطب الإنجابي: من هي الأم الحقيقية؟ أم هي التي تمنح الجينات؟ أم هي التي تحمل الجنين، وتقاسي آلام المخاض، وتتولى الرعاية والتربية؟ وهل يمكن للعلاقة التربوية والعاطفية أن تتغلب على الرابطة البيولوجية أو تلغيها؟

إنها قصة تثير الحيرة والقلق، قد تكون وليدة خيال طبيب واسع الأفق، أو ربما تعكس تجربة واقعية مرّ بها الكاتب أو شهداها عن كثب. لكن المؤكد أنها تطرح سيناريو ممكن الحدوث في عالم تتشابك فيه خيوط التكنولوجيا المتقدمة مع أعماق المشاعر الإنسانية. تدق القصة ناقوس الخطر، وتطرح أسئلة وجودية مقلقة حول مستقبلنا كبشر، في زمن قد تتحول فيه البويضات والنطاف إلى مجرد سلع قابلة للتداول في الأسواق، مما يهدد بتجريد الجسد البشري من إنسانيته وقداسته.

يحذر بدرأوي بتبصر من أن التكنولوجيا، حين تفقد بوصلتها الأخلاقية، لا تقود إلى التقدم الحقيقي، بل إلى المزيد من التشويش والإرباك للوعي الإنساني. تتميز القصة بجرأتها الصادمة في الطرح، وبذكاء نهايتها المفتوحة التي تتجسد في عبارة: "ولا بد أن للقصة بقية"، وكأنه يدعو القارئ إلى مواصلة التفكير والتأمل، وإلى الانخراط في حوار مجتمعي جاد للبحث عن إجابات شافية.

وفي تقديري، تتجاوز القصة أبعادها المباشرة، لتقدم رؤية رمزية عميقة، فالأم البيولوجية قد ترمز إلى "الأصالة" والجذور، بينما تمثل الأم الحاضنة "الحداثة" والتطور. أما البطلة "هنا"، فهي ثمرة هذا الصراع الظاهري، وفي الوقت نفسه هي الأمل في تجاوزه. ورغم التناقض المحتمل بين هذين العالمين، تفتح القصة أفقًا لمصالحة ممكنة، حين تلتقي الأصالة والحداثة على أرضية أخلاقية وإنسانية مشتركة. فهنا، لا تحتاج إلى أم واحدة على حساب الأخرى، بل إلى منظومة قيمية واجتماعية تعترف بكل الجانبين وتعمل على التوحيد بينهما في تناغم خلق.

في حكاياته الأخرى، يظل حضور بدرأوي ماثلاً في الخلفية، سواء من خلال تلميحات في أسماء الشخصيات، أو عبر إسقاطات من سيرته الذاتية وتجارب حياته. ففي قصة "الحاج خالد"، قد نلمح ظلال شخصيته في صورة نائب برلماني نزيه مرتبط بالقواعد منتمي للحزب الحاكم، بينما في قصة "عاشور والفجور"، يرسم لنا صورة مؤلمة من عمق الواقع الأكاديمي، مسلطًا الضوء على آفة الفساد والمعوّقات التي تحبط عزائم الشباب الطموح والمستقيم. إنها قصة لا تتناول شخصًا بعينه، بل تفصح منظومة متكاملة تخضع الطموح المشروع لمعادلة مأساوية: إما اللصطدام والتهميش، أو التنازل والمسيرة.

أما في حكاية "هو أنا حرة"، فيفتحم بدرأوي بجرأة منطقة شائكة تتعلق بقضايا المرأة، ويفتح مساحات رحبة للنقاش حول مفاهيم كالجاب، والعذرية، والإجهاض، والطاعة. ويعيد ببراعة تعريف هذه المفاهيم من منظور إنساني مستنير: فالجاب قد يكون خيارًا حرًا يعبر عن قناعة، والعذرية قيمة تتصل بالكرامة الشخصية لا بالجسد فقط، والإجهاض قضية تستدعي حوارًا معمقًا بين العقل والدين، والطاعة العمياء عبء يثقل كاهل المرأة والمجتمع على حد سواء. إنها قصة إنسانية مؤثرة، كتبت بواقعية أسيرة وبساطة غير مخلة، فتقرب القارئ من شخصها، وتطرح رسائلها النبيلة دون وعظ مباشر أو خطابة منفرة، بل من خلال سرد ذكي وحوار نابض بالحياة.

## قراءة في مجموعة "أنا بنت مين؟" لحسام بدرأوي: حين يُعانق الأدبُ الفكرَ ويُشرِّحُ الواقع

قبل عامٍ وتيف، قرأت "الكيميرا" باكورة الدكتور حسام بدرأوي في عالم القصة، وها أنا اليوم أجدني مشدوداً مأخوذاً بمجموعته الثانية، "أنا بنت مين؟"، بعد أن اقتنيتها من مكتبة مدبولي العريقة بميدان طلعت حرب. وفي ركن هادئ من مقهى "الحارة"، المتوارى في زقاق جانبي قريب من ميدان التحرير، شرعتُ أتصفح حكايات بدرأوي، متتبّعاً خيوطها واحدة تلو الأخرى. تُطلُّ كل حكاية على بيئةٍ مصريةٍ خالصة، وكأنها وُلدت من رحم الواقع، ثم صاغها خيال كاتبٍ يمتلك قدرةً فذةً على المزج بين الحقيقة والخيال.

التهمّت القصص الست الأولى دفعةً واحدة، ثم غدا الكتاب رفيقي في رحلة لي من القاهرة الصاخبة إلى السليمانية الهادئة بكردستان العراق، وهناك أتممتُ قراءة بقية المجموعة. فلا مجال للتمهّل في قراءة نصوص بدرأوي؛ ذلك أنه كاتبٌ يتقن امتلاك أدواته الإبداعية، ويأخذ قارئه في رحلة آسرة عبر عوالم شتى تمتد من الطب والسياسة والتاريخ والجغرافيا، مروراً بالكاء اللصطناعي، ووصولاً إلى عمق التجربة الثورية.

على غلاف المجموعة، آثر الدكتور بدرأوي ألا يصنف نصوصه تحت لفظة "القصص القصيرة"، بل وسماها بـ "حكايات وحوارات"، موضحاً في مقدمته أنها تحمل روح القصة ونكهتها. غير أنني أرى في هذا الاختيار تواضعاً جماً لا يحجب عنا براءته الفائقة في فن القصة القصيرة. فمن الواضح أنه نهل من معين كبار هذا الفن، وتشرب أصوله ومبادئه، وحتى حين يتجاوز القوالب التقليدية، فإنه لا يغادر فضاء هذا الفن الرحب بل يشقّ فيه دروباً جديدة تحمل بصمته المتفردة.



حسام بدرأوي، شخصيةٌ موسوعيةٌ يدفعه شغفٌ دائمٌ بالتطوير؛ في مهنته كطبيب، وفي انتمائه لوطنه، وفي سعيه الدؤوب لتنمية ذاته. وهذا الشغف يتجلى بوضوح في إبداعه الفكري و الأدبي. يستهل مجموعته بسردٍ مائعٍ لحكاياته الشخصية، ثم يقدمُ في الفصل الثاني إحدى عشرة حكاية تنبض بالواقعية، ليختتمها بثمانية حوارات فكرية عميقة في الفصل الثالث.

أما من حيث الأسلوب، فقد انتهج حسام بدرأوي في هذا المؤلف نهجاً أدبياً مبتكراً، يمزج فيه بمهارة فائقة بين البنية السردية للقصة القصيرة والروح التحليلية للمقالة الفكرية. فهو لا يكتفي بسرد الحكايات والحوارات على نحو خطيٍّ صرف، بل ينسج ضمن خيوطها تأملات فلسفية رصينة، وإسقاطات سياسية ذكية، واستشهادات منتقاة بعناية من أقوال المفكرين والعظماء، مما يضفي على نصوصه طابعاً فريداً يجمع بين وهج الأدب وعمق الفكر.

فالقصة والحوار لديه ليسا مجرد وسيلة للتسرية أو الترفيه، بل هما أداتان فعالتان لفهم العالم، وتشريح الواقع المصري بكل تعقيداته، وإثارة الأسئلة الملحة والمؤرقة. لذا، يمكن القول إنه يبتكر ما يشبه "القصة المقالة"، حيث تتضافر الحكمة والشخصيات مع المفاهيم المجردة والرؤى النقدية. هذا الأسلوب المتفرد يمنح القارئ متعة السرد الأدبي وعمق الطرح الفكري في آنٍ واحد، ويحوّله من مجرد متلقٍ سلبيٍّ للأحداث إلى شريكٍ فاعلٍ في عملية التفكير.

يُعد الفصل الأول بمثابة سيرة ذاتية مكثفة ومُقطّرة: يستعرض فيها نشأته في المنصورة، ومسيرته الدراسية، والتأثير العميق لوالده ووالدته في تكوينه، وتخليلاته الطفولية عن حرب 1956، ومشاعره المتأرجحة تجاه شخصية عبد الناصر بين وهج الزعامة ومرارة اللانكسار، وصولاً إلى نشوة النصر في حرب 1973. كما يروي بصدق دوافع اختياره لدراسة الطب، ويصور حالة اللاستقطاب التي شهدتها مصر بين التيارات اليسارية والإسلامية، وما صاحبها من تراجع لصوت العقل والحكمة.

وعرّج بدرأوي في سيرته على شغفه بالرياضة وحبّه العميق للنادي الأهلي، كما استعرض مكابذاته في دهايلز السياسة ومعتزرك الانتخابات النيابية، وتجربته النضالية على رأس لجنة التعليم ومشاركته الفاعلة في مجلس حقوق الإنسان. لم يُخفِ انجازه للبرلمانية الاجتماعية كطريق ثالث يوفق بين جموح الرأسمالية وجمود الاشتراكية، ولا توجّهه الدائم نحو الإصلاح كخيار واقعي وحكيم. وقد أضاء جانباً إنسانياً ثرياً من شخصيته برحلته المتأخرة في تعلّم الرسم بعد الستين، وحواراته المستمرة مع صانعي الغد والحالمين به. كل تلك التجارب يقدمها بسخاء للأجيال الشابة، ليجعل منها زاداً يلهمهم ويضيء دروبهم.



وقد كانت الهندسة والحرف المغربية للصانع المغربي ذو تقنية عالية صقالها نتيجة امتدادات المغرب جغرافيا لحماية السواحل المغربية الممتدة. وتعد من أكبر الحنط الحرفية بالمملكة المغربية حيث صنعوا العبارات لقطع الأنهار. والمغرب من الدول الرائدة تاريخيا في هذا المجال اذن انه لعب أدوارا طلائعية. في هذا الاتجاه ، وتمارس المغاربة على هذه الصناعة الحرفية حيث كانت أكبر حنطة في المغرب زمن الموحدين ..تم العلويين أيام السلطان سيدي محمد بن عبد الله العلوي.

لذلك أن المغرب كان يضاهاى كل الدول البحرية بما فيها اليونان والبرتغال والأترالك.. بحيث كانت الدول المطلة على البحر، الأبيض المتوسط تستورد المراكب سواء الحربية أو التجارية في القرنين 15 و16 و17 عشر من المغرب ..مما زاد في دعمها وتقويتها اليد المدربة للأندلسيين الذين تفننوا في إقامة أحواض لبناء السفن .

أن المغرب اليوم الذي مازالت الجغرافية تصون هذا المعطى وصامدة في هذا الاتجاه. أن العودة إلى هذه الصناعة اليوم وفي هذا الظرف الدقيق الذي يجتازه العالم في إطار الحرب التجارية أن المملكة المغربية بفضل توجهات جلالة الملك سوف تعود إلى هذا الميدان بقوة برأسمال وطني ومغاربة لهم التجربة والكفاءة والخبرة في هذا الميدان والتي صقلت في دول أخرى والتي يجب أن يستفيد الوطن من تجربتهم التي راكموها في هذا المجال.

أن الخطاب الملكي السامي للمسيرة الخضراء في 6 نونبر 2023 كان خطابا مفصليا قويا مناظلا جند على مبادرات سامية جديدة ومتجددة ومبتكرة خاصة إقامة أقطاب في الجنوب على طول البحر المحيط الأطلسي و الانفتاح على أفريقيا الغربية والجنوبية الغربية لفتح بوابة افريقيا وعلى أمريكا وإقامة أسطول بحري تجاري تنافسي وعلى دول الساحل بإقامة شراكة مندمجة وفاعلة مع أكثر من عشرين دولة أفريقية. وخاصة للإقامة و تشييد مشاريع كبرى كالنقل البحري واللوجيستيك و الطرق والمواصلات والمطارات والسكك الحديدية ... في إطار التنمية المستدامة. ومن بين هذه المشاريع الكبرى هو بناء ورش صناعة السفن التجارية والحربية ، أن الاقتصاد والتنمية الافريقية في حاجة إليها وأن السوق الأفريقية ستكون مجالا خصباً للتجارة السفن. وأن أفريقيا سوف تستفيد من القرب الجغرافي للمغرب .

كما لا يمكن أن تنقل البضائع التجارية للمصدرين المغاربة على ظهر سفن أجنبية تحمل راية غير وطنية . أن إعادة بناء السفن المتنوعة بالمملكة المغربية برأسمال وطني للمستثمرين المغاربة. يدخل في النظرة الاستراتيجية الوطنية التي نادى بها جلالة الملك محمد السادس أيده الله .

كما أن المغرب كان رائدا طوال التاريخ في بناء السفن وإقامة أحواض في السواحل المغربية وكان يضاهاى البرتغال والإسبان في العصر الحديث كما أنه متفوق عليهم في العصر الوسيط والقديم وفي سنة 1765م قرر السلطان سيدي محمد بن عبد الله العلوي إعلانا لتشييد سفينة أكبر بكثير من سفينة كارافيللا التي شيدتها إيزابيلا ملكة قشتالة الأسبانية. التي قامت بالاستكشافات الجغرافية في القرن 16م وهي التي جهزت كريستوف كولومبوس 1504 م في رحلته الاستكشافية إلى الهند لكن الأقدار رمتها باكتشاف أمريكا.

ولهذا يجب أن تنسجم هذه المشاريع الكبرى مع الرؤية الاقتصادية لجلالة الملك. في التنصل من التبعية الأجنبية. وإقامة مشاريع مستدامة وقوية مثل هذا الورش البحري الكبير الذي سوف يشغل الآلاف من اليد العاملة التقنية والمدربه المغربية و سيشغل المئات من المهندسين في مختلف التخصصات. ومن هنا تعطى الإطار المغربي روح المبادرة والابتكار لكي يبرهن على كفاءته. إن الدعوة اليوم موجهة لكل الفاعلين الاقتصاديين ولكل من لهم القرار من أجل إنجاز هذا الورش الكبير بهوية مغربية خالصة.

**بقلم الدكتور : مصطفى بلعوني، باحث في العلوم الإنسانية والاجتماعية تخصص تاريخ معاصر وراهن التاريخ الاجتماعي والاقتصادي.**



## الخطاب الملكي السامي ل 6 نونبر، 2023 ثورة تحديثية



فعرفت المملكة المغربية بناء صناعة السفن سواء التي تحمل البضائع أو الحربية قديما قبل الميلاد وخاصة مع دخول الفينيقيين إلى المغرب 200 سنة قبل الميلاد .وقد كانت هذه الصناعة نشيطة في هذا الزمن لأن الفينيقيين عندما استقروا بالمغرب وجأؤوا من مدينة صور بلبنان معهم خبرة كبيرة يصنعون السفن من شجرة الزان كما أنهم يتفنون في صناعة السفن وكانت المدن الساحلية طنجة والعرائش وأصيلا وسلا التي أقيمت فيها هذه الصناعة والتي انطلقت منها ، أبرز الرحلات التي قام بها المستكشفون الجغرافيون المغاربة منها رحلة حانون .في القرن الخامس قبل الميلاد ورحلة الشريف الإدريسي سنة 1125 التي استغرقت 15 سنة و رحلة أبو عبد الله العبدري القرن 14 سنة 1300 م ورحلة ابن بطوطة 1325 م التي انطلقت من طنجة ورحلة محمد الحسن الوزان المعروف بليون الإفريقي أو يوحنا الأسد الإفريقي عندما أسر من القراصنة الإيطاليين وقدموه إلى البابا وفرض عليه اعتناق المسيحية وكان ذلك في القرن 16.وكانت المدن المغربية رائدة و .من أهم المدن طنجة العرائش الصويرة سلا بالإضافة إلى قرطبة صنعت بها السفن وفي زمن الفتح الإسلامي كانت طنجة أكثر المدن التي صنعت بها مراكب السفن وأقاموا على أثرها بجوازات سفر إلى الأندلس في زمن طارق بن زياد عام 92، للهجرة الموافق 518 للميلاد .

كما تطورت هذه الصناعة في عهد المرابطين وخاصة أخذوا من المدن الأندلسية مألقة أهم ورش كان لدى المرابطين تم الصويرة وفي زمن الموحدين نشطت هذه الصناعة وطورها الموحدون بواسطة السفن الحربية التي كانت تحرص الامبراطورية المغربية الموحدة كل السواحل حتى برقة بليبيا .وفي سنة 1158م أمام الغزو الصليبي للديار المقدسة طلب صلاح الدين الأيوبي من السلطان الموحدي يعقوب المنصور المساعدة وأرسل له أسطول بحري بواسطته حررت القدس وبقي المغاربة في هذه البقاع منذ القرن 12 الميلادي. تم في زمن المرينيين وكانت الحملة التي قام بها أبا الحسن المريني بالأندلس تم بتونس فقد استرجع جبل طارق من القشتاليين 1335 تم زحف نحو تونس واسقط الحفصيين بها سنة 1348 م.

وفي زمن السعديين في القرن 16 طور السعديون بناء،أحواض السفن وخاصة أكادير وتيزنيت وكانت قاعدة عسكرية دائمة في حصن سانتا كروز أي الحصن المقدس. ليراقبوا. الهجمات البرتغالية الإسبانية في السواحل الجنوبية في تزنيت وسيدي إفني.

وقد برعوا في صناعة أحواض السفن .

وفي زمن الدولة العلوية الشريفة تطورت هذه الصناعة لأحواض السفن حيث قام سيدي محمد بن عبد الله العلوي في القرن 18 بناء أكبر سفينة أثارت إعجاب الدولة الأوروبية فرنسا وإسبانيا والدنمارك ،والبرتغال هذه السفينة أدت إلى تأزيم خزانة الدولة وتجاوزت سفن الأتراك. حيث انتصر سيدي محمد بن عبد الله على الجيش الفرنسي في معركة العرائش بواسطة السفن الحربية المغربية عام 1765 م وبقيت صناعة أحواض السفن .طوال التاريخ المغربي .وفي القرن التاسع عشر في عهد. السلطان مولاي عبد الرحمن العلوي .الحسن الأول اهتموا بصناعة لبناء أحواض السفن ..وكان المغاربة يتفنونون في ذلك وشهدت المدن الساحلية نهضة هذه الصناعة وتطورها ، الدار البيضاء،الصويرة العرائش، سلا طنجة ..أكادير، هذه الصناعة حسب الدول التي مرت في تاريخ المغرب قديمه ووسيطه وحديثه ومعاصره ..



## الدكتور خالد فتحي: هل نتحرر ام نستعبد من جديد؟ علل الفاسي في مواجهة سيولة ما بعد الحداثة

لا يسعى هذا المقال إلى تقديم دراسة نظرية تقليدية في مفهوم الحرية عند علل الفاسي، فالكثيرون سبقوا إلى ذلك، خصوصاً في مناسبات الاحتفاء الفكري به، حيث يغلب الجانب الوجداني على التحليل النقدي. وإنما القصد هو توظيف هذا الفكر الأصيل والمتمرس في السياسة والمقاصد، لمقاربة إشكاليات ما يُعرف اليوم بالحرية الفردية، والتي فرضتها تحولت ما بعد الحداثة، بما فيها من سيولة في المفاهيم وتفكيك للقيم.

صحيح أن علل الفاسي لم يعايش هذه المرحلة، ولم يضع تصوّراته في ضوء هذه الأدبيات الجديدة، لكنه رغم ذلك لا يفقد راهنيته. بل إن فكره يبدو أكثر رسوخاً اليوم، لأنه يستند إلى مفاهيم نحتها من صميم المرجعية الإسلامية، مفاهيم متماسكة لا تتفتت أمام سيولة القيم ولا تُحتزل في أهواء السوق والجسد.

يرى الفاسي أن الحرية ليست غريزة، بل خلق روحي مسؤول. ليست اندفاعاً فطرياً نحو اللذة، بل بناء تدريجي لإرادة تتحرر من عبودية الشهوة والضغط الاجتماعي. "الحرية الإسلامية، هي التي جعلت العبيد أحراراً في الوقت الذي كانت أجسامهم ما تزال تحت سيطرة السادة"، كما قال. فالحرية عنده ليست انفلاتاً من القيود، بل ارتقاء بالروح على حساب الغريزة، وتفعيل للعقل في خدمة المقاصد العليا.



ويرتبط هذا التصور بشكل عضوي بعقيدة التوحيد، التي تجعل العبودية لله وحده وسيلة للتحرر من كل قيد دنيوي أو سلطوي. فالإنسان لا يولد حراً، بل يُكلف بأن يتحرر، فيُصبح مسؤولاً عن نفسه ومجتمعه، منخرطاً في مشروع عمارة الأرض وفق التكليف الشرعي. ولذلك، فحرية الإنسان لا تقاس بمدى انفلاته من الضوابط، بل بقدر قدرته على تقييد نزواته بما يحقق له السمو الأخلاقي والكرامة.

وقبل الغوص في تفكيك الطروحات الحديثة حول الحرية الفردية، الذي هو غايتنا من هذه السطور، لا بد من التوقف لحظة أمام الخلفية الفلسفية التي تقوم عليها هذه المفاهيم قبل عرضها على الميزان العلالي. فالحرية الفردية كما تُطرح اليوم، لا تنبع من تصور كلي للإنسان، بل من مقاربة جزئية تختزل في بعده الفردي والجسدي. في المقابل، فإن تصور علل الفاسي للحرية ينبع من رؤية تكاملية للإنسان، بوصفه كائناً ذا روح وعقل ومسؤولية شرعية. من هنا، تظهر الحاجة إلى مقارنة جذرية: هل الحرية أن يفعل الإنسان ما يشاء بجسده أم أن يكون مسؤولاً عن كيانه في ضوء مقصد أسمى؟ هذا هو المفترق الذي يجعل من فكر علل الفاسي مادة خصبة تسعف في إعادة صياغة المفهوم، مفهوم الحرية الفردية خارج منطق الصراع اليديولوجي...

وبهذا المعنى، فإن ما يُطرح اليوم من مفاهيم مثل "حرية الجسد"، أو "العلاقات الرضائية"، أو "الإنجهاض"، لا يُمكن اعتباره حرية حقيقية وفق هذا الإطار، إطار فكر علل الفاسي، لأنها تقوم على اختزال الإنسان في بعده الحيواني. الحرية هنا تتحول إلى عبودية مقنعة، عبودية للغريزة، تسلب الإنسان إنسانيته، وتحول الجسد من وسيلة إلى غاية. أما الحرية الحققة، فهي تحرر الروح من سطوة المادة، وسمو الإنسان نحو غايته الأخلاقية والوجودية.

وفي هذا الأفق نفسه، ورغم أن تصور عبد الوهاب المسيري، جاء لاحقاً زمنياً لفكر علل الفاسي، فإن رؤيته تتقاطع معه بعمق، ويمثل المسيري نموذجاً لفكر خرج من عباءة الماركسية المادية ليعود إلى مرجعية إسلامية تتجاوز القطيعة بين الالتزام الإيمان والتحليل النقدي إذ حذر بعده وبجوره من النموذج الغربي المادي للحرية، والذي يفصلها عن الأخلاق والدين، مما يؤدي إلى تفكك المجتمعات واغتراب الإنسان عن ذاته. الحرية عنده أيضاً ليست انفلاتاً، بل مسؤولية في إطار منظومة من القيم المتعالية.

في مقابل ذلك، شدد علل الفاسي على أن الحرية الفكرية ركيزة للتقدم والنهضة، وأن المجتمعات لا تتطور إلا حين تفتح المجال للتفكير النقدي، في إطار مشروع ديمقراطي أصيل، قائم على العقل والنقد الذاتي. ولذلك ظل وفياً لاختياره الديمقراطي لا كشكل مؤسساتي فقط، بل كمنهج في التفكير والعمل، قائم على التوازن بين الحرية وال ضبط، بين الفرد والمجتمع، بين الحقوق والواجبات.

بطبيعة الحال، ثمة أطروحات داخل الفكر المعاصر تدافع عن نماذج حرية "معتدلة" تنأى عن الفوضى، وتدعو إلى توازن بين الجسد والروح، لكنها في الغالب تبقى حبيسة السياق الليبرالي الغربي، المفتقر إلى المرجعية المتعالية التي توفرها الرؤية المقاصدية الإسلامية.

إن سؤال الحرية الفردية اليوم ليس مجرد سجال قانوني أو ثقافي، بل هو سؤال وجودي يمس تعريف الإنسان لذاته، وتحديد طبيعة العلاقة بينه وبين جسده وبين الحرية والضابط الأخلاقي. وفي هذا السياق، يظل فكر علل الفاسي منجماً غنياً يمكن العودة إليه، لا لنستنطقه كما هو، بل لنستثمر مفاهيمه الكبرى: الحرية كخلق، لا كغريزة، كمسؤولية، لا كهروب، كتحرر نحو الله، لا سقوط في هوى النفس وإغراء السوق.

السؤال الذي يجب أن نطرحه إذاً هو: هل نملك الشجاعة لنعيد تعريف الحرية؟ لا بما يفرضه السوق أو النزوة، بل بما يحقق إنسانيتنا في أرقى صورها؟ ربما يكون هذا هو التحدي الحقيقي الذي تركه لنا علل الفاسي.

## المغرب ورش مفتوح

منذ أكثر من عقدين ونصف أطلقت في بلادنا ثورة تنموية مجالية واقتصادية استهدفت كل جهات المملكة ولو بدرجات متفاوتة، وحولت المغرب إلى ورش مفتوح دائم.



وتجددت هذه الثورة بوتيرة متصاعدة لتكون المملكة جاهزة قبل سنة 2030 لاحتضان كأس العالم ، مع التأكيد طبعا على أن هذا الحدث الرياضي هو عامل مسرع Facteur -Accelerateur وليس هو محدد للتنمية كما يروج البعض!! فبلادنا تخطط وتبرمج وتنجز منذ عقود من أجل أن تكون صاعدة ومنافسة وجاذبة.

**فهذه الثورة التنموية في بعدها الاستثماري المادي، تنبني على ثلاثة ركائز مهمة:**

- أولا: المخططات والبرامج المتعددة في كافة القطاعات الاقتصادية خاصة الفلاحة والصيد والصناعة والمعادن والطاقة والسياحة ..

- ثانيا: التنمية المجالية: القروية والحضرية والجهوية وتشمل الطرق والكهرباء والماء والمرافق التعليمية والصحية والاجتماعية والرياضية والثقافية ..

- ثالثا: النقل واللوجستيك على كل الأنصعدة: الدولي والوطني والجهوي والحضري ، ويشمل ذلك كل مكونات القطاعات الثلاثة المهمة كالسككي والبحري والجوي

وتخصص لهذه الاستثمارات ميزانيات تصل في المعدل إلى حوالي 200 مليار درهم سنويا ، وقد تصل إلى الضعف مع اقتراب سنة 2030.

ويتوزع هذا الاستثمار على أربعة أقسام أساسية:

- الاستثمار المباشر عبر الطلبات العمومية للقطاعات الوزارية.

- استثمارات المؤسسات والشركات العمومية.

- استثمارات الجماعات الترابية في الجهات والأقاليم والمدن والقرى،

- الدعم المباشر للمستثمرين الخواص يصل أحيانا إلى نسبة 30% من حجم استثماراتهم.

ويجمع كثير من المسؤولين والمتخصصين والمهتمين على ضرورة جعل هذا الاستثمار العمومي رافعة قوية للصناعة الوطنية الحديثة والتقليدية والتشغيل.. ويتحقق ذلك باتخاذ قرار حازم ومراقبة صارمة في تنزيل القواعد التدبيرية التالية:

- تعميم تطبيق الأفضلية الوطنية لصالح الشركات ومكاتب الدراسات المغربية في الصفقات العمومية للوزارات والمؤسسات والجماعات الترابية.

- إقرار إلزامية اقتناء التليات والمعدات المصنعة محليا بما فيها التقليدية وأيضا المناولة مع الشركات الوطنية على الشركات الحائزة على الصفقات العمومية.

- إقرارها أيضا على الشركات الحاصلة على عقود التدبير المفوض وعقود الامتياز كتدبير النفايات والنقل الحضري ومناولة الموانئ.

- إقرارها كذلك على الشركات والمؤسسات المستفيدة من دعم الدولة في كل القطاعات.

- إقرارها أخيرا على الشركات الحاصلة على التراخيص في قطاعات ؛ كالنقل والمعادن والقالع والصيد البحري وغيرها..

- تطبيق مبدأ الأفضلية الوطنية للتراث المغربي وخاصة الصناعة التقليدية والمعمار، واستعمال المواد المحلية في البناء في الإدارات والمرافق.

إن من شأن هذا التوجه أن يخفف من المجهود الوطني في الصناعة بشقيها الحديث والتقليدي، ويدعم الاستثمارات الصناعية والحرفية ويعزز الثقة في الشركات الوطنية والمنتوج الوطني.

وسيساهم كذلك لا محالة في خلق طفرة نوعية في التشغيل، لاستيعاب الكم الهائل من الشباب العاطل من الخريجين والحرفيين وغيرهم..

**الأمر يحتاج إلى قرار!!!**

في مقال قادم سأطرق لضرورة التوازن بين التنمية العمرانية والتنمية الإنسانية.

والخير أملهم.



المغرب ورش مفتوح

42

الدكتور خالد فتحي: هل نتحرر ام  
نستعبد من جديد؟

41

الخطاب الملكي السامي  
ل 6 نونبر، 2023 ثورة تحديثية

40

قراءة في مجموعة "أنا بنت مين؟"  
لحسام بدراوي:

38

تغيب الأخصائي النفسي في  
الاستراتيجية الوطنية للصحة النفسية  
والعقلية: دعوة للمراجعة وإعادة الاعتبار

35



لوديجي ميديا - مؤسسة الرسالة الإعلامية

فريق النشر :  
سارة البوفي - أمل الهواري  
سلمى الشاوي - عائشة بوسكين

تصميم ومونتاج :  
وفاء - ندى دحان

إدارة فنية وتقنية :  
محمد آيت بلحسن

اقرأ أعدادنا القديمة :  
[www.pressplus.ma](http://www.pressplus.ma)





# لودجي أنفو - بلاطفورم الشباب

## جريدة الكترونية مغربية متجددة على مدار الساعة

سياسة، رياضة، ثقافة، ديجيتال، طوموبيلات  
برامج ويب تيفي، بودكاست، روبورتاجات، مؤتمرات، كرونيكات..



www.lodj.info



SCAN ME!

@lodjmaroc







# كتاب الرأي

العدد 06 - ماي 2025

لودجي بالعربية : بلاطفورم الشباب



**“التصعيد بين الهند وباكستان..”**  
**لماذا قبل البلدان وقف إطلاق النار بهذه السرعة؟**